

Sergio Bologna    Gairo Daghini

# **Mai 68 en France**

Traduit de l'italien et introduit par  
Julien Allavena, Davide Gallo Lassere  
et Matteo Polleri

**entremonde    2019**  
**Genève    Paris**

Titre original: *Maggio '68 in Francia*

ISBN 978-2-940426-51-5

ISSN 2624-7887

Édition italienne publiée par DeriveApprodi,  
2008. Entremonde, 2019, pour la traduction  
française.

Paru pour la première fois dans  
*Quaderni piacentini*, n° 35, juillet 1968.

Cet ouvrage a été composé en Lyon et en  
Neue Haas Grotesk. Il a été achevé d'imprimer  
en Bulgarie en mars 2019.

## Table des matières

Préface sur la méthode opératoire	5
Introduction	17
Mai 68 en France	25
La programmation gaulliste	27
Le pôle de classe Renault	32
« Si ce que vous voyez n'est pas étrange, la vision est fausse »	46
Grève de masse, étudiants et syndicats	69
Séguy c'est qui ?	84
Le protocole de Grenelle: défaite du syndicat sur le terrain de la négociation	102
Le discours sur l'autogestion	113
Flins: la fin d'une politique	135



## **Préface sur la méthode opéraïste**

Mai 68 représente une césure majeure dans la préhistoire de notre présent. Toute généalogie vouée à comprendre le hic et nunc ne peut faire l'impasse de ce que cette date symbolise. Mai 68, c'est-à-dire les luttes sociales et politiques de la fin des années 1960 et même des années 1970, a en effet marqué un point de non-retour. Et cela sur plusieurs niveaux.

Tout d'abord, l'écroulement de la période keynésienne-fordiste. Ensuite, le débordement du mouvement ouvrier traditionnel. Et enfin, le dépassement du marxisme classique. À cet égard, la méthode opéraïste – dont cet ouvrage fournit un aperçu synthétique saisissant – constitue un outil théorique et politique original pour lire et comprendre un tel tournant. Procédons par ordre.

Entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, les sociétés capitalistes occidentales ont traversé une forte crise. La concurrence internationale, l'épuisement du modèle technologique et organisationnel tayloriste, la saturation

du marché des biens de consommation de masse et la rigidité des investissements dans les grandes usines ont déterminé la nécessité de reconfigurer le régime économique-politique dominant à cette époque. Une telle modification générale, toutefois, a non seulement été impulsée par ces facteurs objectifs, mais aussi par la montée de tensions politiques, tant en ce qui concerne les conflits dans le Sud du monde que les luttes au sein du Nord. La crise du « compromis fordiste » n'est en effet pas simplement réductible aux contradictions structurelles du capitalisme des pays du « centre » du système-monde : les antagonismes qui en forment l'origine et la causalité qui la détermine se sont déployés à l'échelle globale.

Par-delà les révolutions anticoloniales dont l'importance ne saurait être sous-estimée, la combativité ouvrière, centrée sur l'exigence d'augmentations salariales et d'améliorations des conditions de travail, a pesé de manière décisive sur le partage de la plus-value, tandis que les protestations de vastes strates de la jeunesse ont joué un rôle crucial dans la reconfiguration des institutions chargées de garantir la reproduction sociale, en bouleversant de fond en comble le

système de valeurs et les modes de vie hégémoniques. La jonction entre mutation des équilibres internationaux, revendications économiques et désirs de changer sa propre existence a ainsi catalysé la dynamique de la transformation en cours, ouvrant grand les portes d'une autre phase du processus d'accumulation.

Cette modification d'ensemble des rapports sociaux et des styles de vie a largement contribué, entre autres choses, à décomposer les organisations historiques du mouvement ouvrier, prises dans des conflits économiques, politiques et culturels qu'elles ne pouvaient ni maîtriser ni chevaucher. Si, d'un côté, les partis communistes et les syndicats de masse n'étaient plus à la hauteur de l'antagonisme social qui s'exprimait dans la rue et les usines, de l'autre, la discipline et l'esprit de hiérarchie qu'ils incarnaient s'inscrivaient de plus en plus en-deçà des exigences de liberté et d'autodétermination que manifestaient les ouvriers et les étudiants en lutte. Cet écart fondamental, entre une « forme-parti » et une « forme-syndicat » toujours plus en décalage par rapport aux niveaux et à la pluralité des pratiques offensives et affirmatives de relations sociales

et interpersonnelles *autres*, a impliqué l'essoufflement des organisations censées représenter celles et ceux qui sont dominés et exploités par le capital et son État. Les partis et les syndicats ouvriers constituaient non seulement un outil de moins en moins adapté aux luttes salariales, mais ils n'offraient pas non plus de moyens de combattre le sexisme et le racisme structurels ou de contrer l'autorité et le commandement capitalistes – au contraire : ils y contribuaient.

De ce point de vue, le marxisme, qui depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au moins avait élaboré les coordonnés intellectuels et politiques du mouvement ouvrier, a été contraint de sensiblement se renouveler. Si, depuis les années 1920, plusieurs penseurs et courants hétérodoxes avaient déjà enrichi la tradition marxiste, ce n'est qu'entre les années 1960 et les années 1970 que les armes de la critique connaissent une mise à jour retentissante. L'émergence de nouvelles subjectivités et la multiplicité des expériences qu'elles introduisent dans l'arène politique démontrent une fois pour toutes que non seulement le salariat n'épuise pas les relations du « travail dépendant », mais aussi que les figures de la contestation ne peuvent plus



être réduites aux acteurs du travail tout court. Ce qui ne signifie pas, bien évidemment, qu'il soit nécessaire de séparer les discriminations de genre, de race et de génération de la question du travail ou des intérêts de classe; mais qu'il faille articuler entre elles exploitation et domination, en complexifiant les analyses des formes d'assujettissement à l'ordre existant. C'est en ce sens que les critiques de l'idéologie et de la vie quotidienne ont pu rencontrer celles de l'économie politique, en se renforçant réciproquement.

Or, si Mai 68 est une synecdoque qui rend compte de tout cet ensemble d'évolutions socio-économiques, politico-culturelles et anthropologiques, l'opéraïsme est une forme de marxisme autonome qui s'est précisément formé au sein de cette phase de bousculement, se transformant avec elle. Il s'est en effet caractérisé par son attention à la dialectique « structures »/« conjoncture », par sa prise de distance vis-à-vis des institutions partidaires et syndicales de masse et par sa valorisation des mouvements subjectifs. Auto-organiser les luttes à partir des comportements d'insubordination et d'une pensée de la singularité historique : voilà la méthode

opéraïste, que cet essai illustre en l'ancrant dans la réalité du Mai 68 français. Sergio Bologna et Gairo Daghini y affrontent en effet les événements qui se sont déroulés (notamment) à Paris entre début mai et fin juin 1968, à travers un point de vue partiel et partial.

Dès les premiers affrontements de rue et les premières grèves, les deux auteurs se rendent à Paris pour appliquer à chaud la méthode de l'« enquête militante » que leurs camarades étaient en train de développer dans la même période en Italie. Ils démontrent que le « point de vue », tel qu'il est compris par les opéraïstes, et ce en dépit de la systématisation proposée par Tronti au début d'*Ouvriers et capital*, n'est pas seulement celui d'une classe ouvrière qui tend ontologiquement à sa rigidité politique. Le point de vue est surtout ici un processus de foisonnement des diverses perspectives des travailleurs et des militants autonomes, des foyers de lutte de l'usine et de ceux des facs, des combats dans le « social » et des conflits des « minorisés » de genre et de race. Autrement dit, un travail théorique et politique qui part « du bas » et qui se fonde sur le principe selon lequel c'est seulement si l'on pratique la

tendance des luttes que l'on peut aussi examiner celle de la société capitaliste en général.

Loin de fournir une lecture « objective », la démarche de Bologna et Daghini consiste donc à jeter un regard politique sur la composition de classe à l'œuvre dans les grèves et les manifestations étudiantes, leurs formes d'organisation qui leur sont propres, les pratiques politiques en jeu, les alliances et les tensions entre les différents segments sociaux, les rapports de ceux-ci avec les institutions du monde ouvrier et celles de l'État bourgeois. Rédigé à chaud après leur retour en Italie, ce texte est paru au mois de juillet 1968 dans la revue *Quaderni piacentini*. Du « Cinquième Plan » aux élections présidentielles, en passant par la grève générale, les affrontements du Quartier latin et la défaite de la rue de Grenelle, l'analyse de Bologna et Daghini déploie avec clarté l'arsenal catégoriel typique de la méthode opératoire, se focalisant sur les pointes les plus avancées du développement capitaliste comme de la lutte des classes. Trois niveaux d'analyse peuvent alors être mis en avant pour cerner quelle lecture des événements ouvrirait sur de possibles actualisations.

En premier lieu, le regard des auteurs se concentre sur les « conditions préalables » à l'explosion de Mai 68. La révolte n'est ni un événement soudain et inattendu ni une dynamique scientifiquement prévisible et planifiable : elle s'inscrit dans une histoire de conflits et d'expérimentations organisationnelles diverses et variées, dans une mémoire des luttes dont il faut toujours faire l'archéologie. Si nous ne pouvons pas attendre ou prévoir – semblent nous dire les auteurs – autant essayer dans chaque moment de préparer les circonstances favorables et d'en étudier le mouvement de construction. L'insurrection ne vient pas : elle émerge dans des conjonctures qu'il faut savoir provoquer et entretenir.

Ensuite, malgré l'importance de l'étude des « tendances lourdes du mode de production », l'attention portée aux subjectivités en lutte n'est pas pour autant contaminée par une sorte d'« économicisme subjectiviste » : elle s'ancre au contraire dans l'analyse des comportements politiques en cours de développement et dans leurs liens avec les conditions matérielles d'existence. La considération des grèves et de leurs revendications,

mais aussi la focale sur les différentes strates de la classe et sur le mouvement des faces vers les usines et vice versa; le dévoilement des tactiques de négociation au rabais des centrales syndicales, mais aussi l'analyse du changement de sensibilité et de stratégie de différentes formations de la gauche syndicale et politique; la chronique des nuits de combat autour de la Sorbonne, mais aussi un fort intérêt pour les enjeux liés à la mort de l'université traditionnelle et à son intégration à la métropole productive. Bref: dans tous les commentaires proposés, détermination économique et subjectivations imprévues sont inextricablement liées.

Enfin, l'ouvrage nous apprend que l'enquête « par le bas », sur les luttes et à partir d'elles, ne peut se passer de l'enquête « vers le haut »: l'analyse des luttes se noue avec l'examen des stratégies réactives et s'en trouve ainsi renforcée. Les mouvements des institutions politiques et gouvernementales (nationales et internationales) occupent en ce sens une place centrale. L'analyse de la défaite du mai proposée par les auteurs ne se borne pas à la dialectique entre forces ouvrières et bloc patronal: l'action du gouvernement et des

appareils répressifs étatiques, aussi bien que les équilibres internationaux et les stratégies des formations de la gauche communiste et socialiste, participent à la stabilisation réactionnaire et à la récupération capitaliste de certaines instances du mouvement.

Ces trois niveaux d'analyse mobilisés par les auteurs permettent d'orienter les lignes de lecture de la conjoncture 1968, tout en esquissant les traits d'une méthode à reprendre, critiquer et élargir. Si la phase actuelle ne ressemble en effet d'aucune façon à ce moment de puissant clivage survenu il y a cinquante ans, ces instruments conservent tout du moins une prégnance inattendue. Ils permettraient en effet d'aborder la série de questions suivantes. Sur le premier niveau: comment lire les tensions et les conflits qui traversent la France et l'Europe à la suite de la crise économique de 2008? Quelle est leur généalogie et à quel bagage d'expériences politiques et organisationnelles se réfèrent-ils? Sur le second: quelles subjectivités émergent dans cette phase et quels paris stratégiques pourraient se révéler pour elles les plus adéquats? Et enfin: comment interpréter les dynamiques de restructuration

économique et politique qui ont riposté aux mouvements de masse déclenchés à l'échelle globale à la suite de 2011?

Ces questions restent ouvertes – et la méthode mise en œuvre dans ce texte appelle de ce fait à être requalifiée et largement pratiquée. Pousser la grille de lecture des phénomènes d'antagonisme signifie en effet la forcer à chaque tournant de la transformation sociale, chercher à contaminer celle-ci avec les nouvelles expériences qui se forment dans ses sauts, pour en augmenter l'efficacité et en radicaliser la puissance.

Introduction de Sergio Bologna et Gairo Daghini  
à l'édition italienne, avril 2008.



## Introduction

Aucune nostalgie. C'est seulement pour dire comment cela s'est passé que nous rédigeons ces notes, pour dire combien nous étions exaltés et de quelle façon nous arrivions à rester lucides. Nous étions en train de dîner sur la terrasse de la « Commune » de la via Sirtori, à Milan, qui a été le lieu de nombreux croisements culturels : maison des philosophes de l'école d'Enzo Paci<sup>1</sup>, auberge des camarades de passage, siège de beaucoup de réunions de *Classe operaia* et, encore avant, des *Quaderni rossi*<sup>2</sup>. La petite radio sur la table diffusait en direct les nouvelles des premiers gros affrontements au Quartier latin.

1 Enzo Paci est l'un des philosophes italiens les plus importants de l'après-guerre.

2 Fondés par Raniero Panzieri, les *Quaderni rossi* constituent la première revue « opérâiste ». Elle connut six numéros, publiés entre 1961 et 1966. Une scission importante est survenue après la sortie du quatrième numéro, avec le départ du comité éditorial de Romano Alquati, Alberto Asor Rosa, Sergio Bologna, Toni Negri, Mario Tronti, etc., qui fondèrent le journal *Classe operaia*.

Nous comprenons tout de suite que s'annonce là une immense éruption du désir, qui est en train de submerger la métropole toute entière. Nous n'avions pas du tout ce style, quelque peu maniaque, des « révolutionnaires professionnels ». Nous voulions avoir une vie riche et nous étions convaincus qu'en Occident aussi, de grandes modifications, de nouveaux devenirs pouvaient s'amorcer, dans lesquels le travail, celui de l'ouvrier comme celui « de la connaissance », pouvait acquérir davantage de pouvoir, de respect, de liberté. Nous décidons de partir. Le temps de se procurer le minimum de vivres, une chambre. Il y a déjà la grève des stations-service en France. Par prévision, nous chargeons la Coccinelle avec quatre bidons de vingt litres chacun. Voyageait avec nous un ami peintre issu des nobles traditions parisiennes : Ruggero Savinio. À la frontière du Mont Blanc, nous passons sans contrôle : « La douane aux douaniers » y avait-il écrit sur de grandes banderoles.

Nous commençons à nous exalter, mais après vingt kilomètres, c'est le froid dans le dos. La France profonde – et ce jusqu'à Paris – restait immobile, comme si rien ne se passait. En

conduisant chacun notre tour, nous arrivons le soir. Les deuxièmes grands affrontements au Quartier latin venaient de se terminer : des voitures brûlaient encore, les pavés arrachés, les CRS en position. La dimension et l'extension des barricades devaient être considérables, mais malgré tout, nous nous en sommes aperçus dans les jours suivants, ce n'était pas véritablement cela la nouveauté – des scènes semblables, on en avait déjà vues d'autres fois, dans un format certes plus réduit. Évidemment, les repères mentaux ont commencé à vaciller quand nous sommes entrés dans la Sorbonne transformée en infirmerie, avec des dizaines de lits de camp et des blessés étalés partout, une foule de jeunes en blouse blanche, stéthoscope au col et quelques-uns avec des bouteilles qui pointaient de la poche – que nous identifions à des Molotov, mais qui étaient en fait des désinfectants.

La grandeur du Mai 68 français résidait plutôt dans ce que nous avons vu les journées suivantes : quand la majorité s'est arrêtée, quand les ouvriers commençaient à envahir le centre et quand cette machine infernale que l'on appelle la métropole commençait à fonctionner avec

d'autres règles et d'autres rythmes. Parce qu'elle continuait à vivre, mais dans une atmosphère libératrice, presque d'euphorie, dans laquelle chacun semblait devenir quelqu'un d'autre, quelqu'un qui jusqu'alors était resté comprimé et qui maintenant retrouvait son souffle. Les transports étaient bloqués, mais les gens s'étaient inventé des tas de moyens pour se déplacer, en découvrant peut-être pour la première fois la ville et en avançant par grands ensembles toujours en dialogue, dans une grande animation. Nous devions sans cesse ajuster nos schémas mentaux, car au bout du compte nous n'avions jamais vécu une situation dans laquelle une société entière casse les rythmes et les conventions. Comme cela, parce que cela suffit, parce qu'elle en a marre, parce qu'elle veut autre chose que le Plan dans lequel l'on a enfermée et qu'au fond, cela ne lui importe pas, comment tout cela va se terminer. Certes, le front ouvrier avait des objectifs très concrets, il suivait la logique du conflit et de la négociation: de ce côté, tout était écrit. Mais en réalité – si l'on y réfléchit bien – cette chose exceptionnelle qui était en train de se produire sous nos yeux, on ne pouvait pas la qualifier de

«révolution». Et pourtant, c'en était une : c'était la forme contemporaine de cette chose-là, qui n'avait rien à voir avec ce que l'on connaissait de 1789 en France ou de 1917 en Russie.

Paris conservait alors les signes, la saveur, de l'âge d'or des années 1920 ou des années 1950. Le studio de Ruggero, rue de l'Abbé-Groult, dans lequel nous avons dormi la première semaine, semblait être un lieu demeuré intact depuis l'époque de Modigliani. Mais le Mai 68 français et la réaction consécutive fermèrent à jamais ce chapitre. Depuis, Paris s'est toujours plus américanisé, et le Paris existentialiste a été recréé en laboratoire pour les troupes de touristes. Nous savourions aussi cela, le dernier sursaut de l'aura parisienne, dans la saison des cerises. Rassemblés dans les manifestations de masse, présents lors des assemblées qui duraient des journées entières, nous ne nous demandions même plus désormais ce que nous faisons là, quel projet politique nous nous étions proposés. Une telle saison appelait à être vécue, et *basta!*

Quand de Gaulle reprend la situation et remet la *chienlit* au travail, nous retournons en Italie et, à ce moment, nous ne pouvons plus nous

soustraire au problème du que faire d'une telle expérience. La fête était bel et bien finie, mais le processus continuait. C'était un élan – et quel élan! – pour que reprenne cette vague commencée avec les révoltes étudiantes de l'automne-hiver 1967<sup>3</sup>, pour qu'elle dure le plus longtemps possible. C'est ici qu'entre en jeu notre « opéraïsme<sup>4</sup> », que notre bagage théorico-politique revient au premier plan, devant l'expérience existentielle.

Écrire un *reportage*? Des traces sur l'eau. L'alternative consistait à essayer de construire un paradigme, le Mai 68 français comme exemplification d'une théorie politique, d'une théorie des dynamiques de classe, et offert comme tel à la réflexion du mouvement dans un but politique précis: déplacer son axe d'une phase étudiante

3 Cf. N. Balestrini, P. Moroni (dir.), *La Horde d'or* (1988), Paris, L'Éclat, 2017.

4 L'« opéraïsme » est un courant protéiforme du marxisme occidental, élaboré en Italie à partir de la fin des années 1950, ayant par la suite largement influencé la gauche radicale et les mouvements sociaux au cours des années 1960 et 1970. Cf. J. Allavena, D. Gallo Lassere, « [Guide de lecture] Opéraïsmes » in *Période*, 16 novembre 2017, disponible en ligne.

antiautoritaire et tiers-mondiste vers une phase ouvrière. Et si l'on pense à la façon dont les choses se sont déroulées, nous y sommes arrivés. La séquence impressionne encore : luttes à la Pirelli en automne, grèves à la Fiat pendant l'été 1969, automne chaud, Statut des Travailleurs en mai 1970.

Celui qui voudrait comprendre ce qui s'est passé il y a quarante ans à Paris doit prendre ce texte avec des pincettes et le reconnaître dans sa « partialité ». Nos camarades situationnistes avaient un peu raison en l'accusant de dogmatisme. Or, qu'à l'intérieur de cet événement exceptionnel et multiforme, il y ait *aussi* eu le fil logique que nous croyons y voir, c'est difficile à nier. Piergiorgio Bellocchio l'a publié dans les *Quaderni piacentini*<sup>5</sup>. C'est grâce à des personnes comme lui que nous avons appris à mettre à distance notre expérience politique ; sans des personnes comme lui, notre expérience n'aurait pas laissé les traces, bonnes autant que mauvaises, qu'elle a laissées.

5 N° 35, juillet 1968. Revue trimestrielle des « Jeunes de la gauche », parue entre 1962 et 1984.

*Note des traducteurs :*

Nous avons fait le choix de retraduire de l'italien vers le français les éléments cités qui avaient été traduits du français vers l'italien, plutôt que de retranscrire les versions originales. Dans certains cas, les versions italiennes diffèrent de l'original, de légères mais significatives adaptations ayant été opérées par les auteurs. Nous avons ainsi préféré tenter de rendre compte des processus d'appropriation à l'œuvre, quitte à perdre en rigueur historiographique



## Mai 68 en France

*Cours, camarade, le vieux monde  
est derrière toi!*

Le point fondamental pour les industries de transformation est le *commerce extérieur*. Il est nécessaire que l'économie française trouve dans les activités qui relèvent de cette commission l'excédent en devises dont elle a besoin pour s'assurer de façon convenable son développement. Or, pour obtenir cela, il faut tout d'abord et avant tout que les entreprises françaises démontrent une rentabilité suffisante, qu'elles retrouvent un *profit convenable*, étant donné que depuis trop longtemps la notion même de profit est considérée par la nation, de la part de certains représentants de l'administration, par les salariés et souvent aussi par le patronat, comme souillée par on ne sait pas quel péché.

Le Président de la Commission pour les industries de transformation s'exprimait ainsi au tout

début de l'année 1966, alors qu'il présentait son rapport au Commissariat pour l'élaboration du Cinquième Plan français. M. de Clinchamps parlait au nom des industries de première transformation des métaux, des appareils mécaniques et électriques, de l'automobile, du textile, de l'habillement, du cuir, du bois, du papier et de transformation des matières plastiques. Et il ajoutait qu'« il est surtout nécessaire que les moyens de financement aptes à améliorer les *équipements industriels* et plus encore peut-être la recherche, et par cette voie, la productivité et la rentabilité des entreprises françaises, puissent être facilement trouvés au sein même des entreprises [...] ».

Une telle tâche relève très largement du domaine de l'État : développer et améliorer la *formation d'un personnel qualifié*, soit au niveau des ouvriers, soit qu'il s'agisse de former des chercheurs, ou encore de « recycler » les ingénieurs et les techniciens dont la formation acquise vers leurs vingt ans est largement dépassée par le progrès technique et scientifique dix ans plus tard [...] Pour résumer, M. le Commissaire général, ma Commission est consciente du fait que,

à la base de tout *progrès social*, il y a la croissance de la production de biens, c'est-à-dire de la rentabilité des entreprises.

### **La programmation gaulliste**

Si l'on consulte les documents prévisionnels du Cinquième Plan, on a l'impression que le capital français prêtait une attention particulière à un rendez-vous, auquel il accordait une importance vitale. Ce rendez-vous tombait le 1<sup>er</sup> juillet [1968]: c'est l'abolition d'une grande partie des barrières douanières à l'intérieur du MCE (marché commun européen). Le patronat français voulait arriver à cette échéance en étant particulièrement préparé et consolidé sur le plan économique; il y arrive gravement affaibli suite à une attaque ouvrière qui a réintroduit dans la société industrielle avancée la figure de la classe ouvrière *comme classe politique*, comme pouvoir antagoniste au sein de la société. Dans les documents du Cinquième Plan, certains points faibles et passages obligés pour le patronat français apparaissent très clairement. Ils devaient être résolus par autant de pressions politiques et économiques sur différentes strates de la classe

ouvrière. En premier lieu, il y a la nécessité de reconstituer des marges de profit assez importantes pour permettre un retour massif de l'autofinancement, la nécessité d'une augmentation de la productivité et la nécessité d'une formation rapide de main-d'œuvre qualifiée, au niveau des techniciens comme des ouvriers. En ce qui concerne les deux premiers points, puisque la Commission elle-même rappelait qu'« une grande partie des possibilités d'augmenter la productivité par le biais de l'organisation et de la mécanisation est désormais épuisée », il s'ensuit clairement que la seule voie de sortie consistait à maximiser la rentabilité du travail humain, c'est-à-dire à renforcer l'exploitation ouvrière sans augmenter le coût du travail. Quant au troisième point, il n'y a aucun document du Cinquième Plan – dans les chapitres relatifs à la force de travail – qui n'accorde pas d'urgence absolue à la question de la formation professionnelle, c'est-à-dire à la politique d'instruction : les programmes scolaires sont parfaitement inadaptés, la production de techniciens et de chercheurs atteint entre 10 % et 50 % des besoins et il reste à résoudre le gros problème de la « réinsertion dans le cycle » des ouvriers et des

techniciens déqualifiés par le rythme de l'évolution technologique.

On doit de plus souligner que, si ces goulots d'étranglement du système sont communs à tous les régimes industriels avancés, ils revêtent un aspect singulier en France, étant donné la *stratégie spécifique* que de Gaulle, dans sa politique, avait proposée au capital français. Cette stratégie avait servi de point de soudure entre le régime gaulliste et le grand patronat. Grosso modo, elle s'articulait autour de deux points : a) l'élimination des mécanismes traditionnels d'expression de la conflictualité sociale et leur réduction au rapport syndicats-industrie-État dans le cadre du Plan ; b) la stimulation et l'autonomie nationale dans les secteurs les plus avancés technologiquement. Dans ce contexte, la « force de frappe » et les dépenses militaires fonctionnaient comme des outils pour la recherche et l'expérimentation technologique la plus avancée, dont les résultats auraient bénéficié à toute l'assise industrielle française. Certains secteurs (nucléaire, électronique, aéronautique) avaient pour tâche de relever le défi gaulliste adressé au gap technologique vis-à-vis des États-Unis. Au-delà du fait que la

guerre du Vietnam a permis aux Américains d'obtenir, dans ces secteurs, un niveau de technologie qui rend tout défi de la part des puissances moyennes utopique, ce qui nous intéresse ici c'est d'observer que les préoccupations du patronat quant aux problèmes de la qualification de la force de travail doivent être mises en relation avec le manque de techniciens intermédiaires et supérieurs et de chercheurs dans les champs nucléaire, électronique, aéronautique, électrique et chimique – soit les points d'équilibre du rapport gaullisme-capital –, manque qui apparaît comme le premier élément de crise et de freinage. L'industrie demande donc urgemment à l'État un gros effort en direction de la phase d'instruction primaire, de la formation professionnelle et une lourde contribution à la requalification, ainsi que, naturellement, un engagement de réforme des structures scolaires. Mais l'État gaulliste sera-t-il capable de faire face à ces demandes en développant dans le même temps les dépenses pour l'armée, pour la recherche avancée, pour soutenir l'exportation, etc.? Ces goulots d'étranglement économiques commencent déjà à mettre en crise le système gaulliste en tant que planification du

développement capitaliste. Mais ce n'est qu'après l'affrontement de classe de mai que le patronat français redécouvrira le système gaulliste comme ordre et violence répressive. En fait, ce qui étonne le plus dans les documents du Cinquième Plan c'est l'absence de préoccupations politiques ayant trait à *l'inconnue ouvrière*. Celles-ci ont disparu et sont résorbées dans un cadre strictement technico-économique, ce qui fait penser que début 1966, le capital français considérait comme résolues les préoccupations qui portaient sur l'assise politico-institutionnelle du Plan et tendait à se préoccuper presque exclusivement des aspects économiques. Le gaullisme avait-il donné des garanties suffisantes pour être reconnu capable de contrôler politiquement les forces sociales et de faire fonctionner économiquement le mécanisme de développement? En août 1967, de Gaulle réduit drastiquement les dépenses de l'État pour l'assistance et la retraite des travailleurs : une telle attaque aux conditions de vie de la classe ouvrière est l'un des moments les plus importants parmi ceux qui ont préparé l'affrontement de classe de mai dernier. Le front, très vaste et compact, qui entrera en lutte avec pour but, non pas une

simple mutation du régime, mais une rupture totale vis-à-vis du pouvoir bourgeois, se crée alors. Certes, la lutte contre le gaullisme a été déterminante pour mettre en mouvement, aux côtés des noyaux de classe les plus avancés, des millions de travailleurs, mais il ne fait aucun doute que le mot d'ordre de « gouvernement populaire », arraché de haute lutte aux organisations officielles dans le moment où de Gaulle était en fuite, exprimait de manière tout à fait insuffisante et mystifiée la dimension politique du mouvement.

### **Le pôle de classe Renault**

En ce qui concerne « le salaire et l'horaire<sup>1</sup> », le Plan était aussi formulé par les industriels dans une perspective conjoncturelle. La proposition d'un bloc des salaires n'était pas explicitement avancée, parce que l'on préférerait insister sur le déblocage des prix ; concernant le temps de travail, les industries de transformation

1 Mot d'ordre des luttes ouvrières italiennes des années 1960, qui demandaient à la fois des augmentations de salaire et des diminutions du temps de travail.  
Cf. N. Balestrini, *Nous voulons tout* (1971), Genève/Paris, Entremonde, 2012.



prévoient une réduction de l'horaire hebdomadaire d'une heure et demie en cinq ans (1965-1970), tout en soulignant qu'une « telle situation est moins souhaitable dans un secteur textile où l'on doit éviter qu'à l'écart existant entre les rémunérations horaires de la mécanique et des textiles s'ajoute une différence de salaire découlant d'horaires trop différents », et en concluant avec la recommandation d'éviter les réductions drastiques des horaires, de se préoccuper plutôt d'éliminer les déséquilibres plus graves, qui peuvent entraver la mobilité de la main-d'œuvre.

Les industries de la mécanique de précision prévoient une réduction de 3 % dans les cinq ans, qu'elles tenaient pour bénéfique pour le rendement au travail ; les industries de travail des métaux prévoient que l'horaire de 47.5 heures hebdomadaires reste inchangé, alors que les industries chimiques en arrivaient à prévoir une réduction « spontanée » de l'horaire de travail hebdomadaire. Au bout des comptes, le Cinquième Plan prévoyait une pression sur la classe ouvrière semblable à celle qu'exerçait le capital en Italie pendant la même conjoncture. Telles étaient les propositions, mais plus dure fut

leur réalisation. C'est là le terrain d'où surgissent et se développent les luttes de 1967, très souvent spontanées et caractérisées, dans beaucoup de cas, par le recours à la violence de rue. Avant de conquérir une réputation internationale sur les champs de bataille du Quartier latin, les CRS avaient exercé leur brutalité sur les ouvriers. C'est au cours de ces luttes que se préparent les noyaux politiques de classe qui seront à la tête du mouvement de mai. Rappelons simplement les épisodes les plus significatifs : les luttes aux officines Dassault, une industrie aéronautique, c'est-à-dire avec une classe ouvrière à l'intérieur de laquelle le rôle des techniciens, des niveaux intermédiaires aux niveaux les plus élevés, est prépondérant ; une industrie soumise à des transformations technologiques incessantes, qui emploie à large échelle des machines-outils à commande numérique et dont la figure de l'ouvrier-opérateur, si exaltée par la mythologie de l'automatisation, est typique ; c'est enfin une industrie avec des niveaux salariaux élevés, où toutefois la classe ouvrière fait face à des problèmes très lourds de qualification et d'exploitation sur les rythmes de travail. Les luttes des métallurgistes et des ouvriers des

chantiers navals de Saint-Nazaire, où la classe ouvrière fait face à la pression de la réorganisation à l'échelle internationale des chantiers, qui frappe des travailleurs manuels jusqu'aux concepteurs. Les luttes à la Rhodiaceta de Besançon, qui ont culminé avec l'occupation de l'usine. (Pour la petite histoire: Cohn-Bendit a vécu longtemps à Saint-Nazaire; et à Nanterre un des premiers affrontements avec le corps enseignant a eu lieu à propos de la projection d'un documentaire de Chris Marker sur les luttes à la Rhodiaceta.) Les luttes à la Saviem de Caen de janvier 1968, officine des véhicules utilitaires du groupe Renault, où la physionomie de la classe ouvrière est fournie par le manoeuvre spécialisé, c'est-à-dire par le jeune ouvrier déqualifié et intensément exploité. Dans cette lutte, le mouvement a acquis les caractéristiques propres à la crise de mai: solidarité active de la population, entrée en grève des usines des alentours, intervention brutale des CRS, violences de rue. La lutte sort de l'usine et acquiert une dimension sociale qui la conduit à l'affrontement direct avec l'appareil répressif de l'État.

Mais justement, sur ce terrain, une contribution remarquable à la préparation du mouvement

a été donnée au cours de 1967 et dans les premiers mois de 1968 par les mouvements dans les campagnes et dans les zones décentrées par rapport à la concentration industrielle, toujours plus massive vers la région parisienne et l'Est de la France. Mais ce ne sont ni les zones arriérées ni les poches de chômage qui ont montré le chemin et donné le ton de l'affrontement, même si le PCF et la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) avaient essayé d'y promouvoir des luttes de masse. La lutte est partie des pôles de classe les plus avancés, reconfirmant l'importance stratégique de Renault et de l'industrie de l'automobile notamment et le rôle décisif de la ville-région de Paris, la ville de seize millions d'habitants, comme l'avait définie l'un des nombreux idéologues du régime.

Le rôle anticipateur de Renault, du point de vue de la stratégie capitaliste comme du point de vue ouvrier, n'est pas récent. Il suffit de rappeler les accords d'entreprise de 1955, qui ont fait fonction de modèle européen pour l'instauration de rapports d'usine néocapitalistes et de modèle politico-institutionnel pour les rapports syndicats-industrie-État. Si nous allons voir les

documents sur Renault préparés en vue de la Cinquième Conférence mondiale de l'automobile, qui s'est tenue à Turin du 16 au 19 mai 1968, on n'y trouve aucune évocation de la conjoncture, comme cela était le cas dans les documents du Cinquième Plan. Industrie d'État, directement soumise au contrôle du gouvernement, Renault-Saviem représente 37 % de la production générale de véhicules à moteur en France et 42 % des exportations dans ce secteur. De 577113 véhicules en 1965, la production est passée à 737979 en 1966, soit une augmentation de 37.5 % à 41.6 % de part du marché intérieur. Les profits qui, de 5.8 millions de nouveaux francs, étaient descendus à 4.2 en 1965, remontent d'un coup en 1966 à 27.8 millions de nouveaux francs, restant en cela presque inchangé, c'est-à-dire autour de 5.5 % des investissements sur le total du chiffre d'affaires : la régie Renault a réglé ses investissements par le biais de l'autofinancement à 59.24 % en 1964, à 90.50 % en 1965 et à 68.50 % en 1966. La SAVIEM (Société anonyme de véhicules industriels et d'équipements mécaniques) est particulièrement dynamique : lors du premier semestre 1967 elle avait déjà dépassé sa

production totale de 1965 et en 1966 elle contrôlait 51.8% du marché intérieur des camions et des autobus. En matière de politique commerciale, la régie Renault a suivi les traces de la politique extérieure gaulliste : établissements de montage dans presque tous les pays d'Amérique latine, au Canada, dans l'Afrique francophone et dans le Sud-Est asiatique (Vietnam du Sud, Corée du Sud, Cambodge) ; en Europe, les plus importants sont installés en Belgique et en Espagne, alors que la collaboration avec l'Alfa Romeo s'est désormais aussi étendue au secteur des véhicules utilitaires. Depuis quelques années, bien évidemment, tous les efforts se sont dirigés vers l'Est européen (avec des accords importants avec l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Roumanie). De ce fait, en matière de politique de décentralisation ou de « régionalisation » industrielle, qui aurait dû être un des piliers du Cinquième Plan, l'État gaulliste a essayé de donner l'exemple avec la régie Renault : la SAVIEM a entièrement déplacé sa production de la région parisienne vers les deux établissements de Blainville-sur-Orne, près de Caen en Normandie, et à Lorient, près de Saint-Nazaire, en Bretagne. À Caen notamment,

qui concentre à peu près quatre mille ouvriers, ont été déplacés plusieurs ateliers de fabrication Renault qui étaient auparavant affiliés à l'usine de Boulogne-Billancourt, la Mirafiori<sup>2</sup> française, qui concentre plus de trente mille personnes, ouvriers, intermédiaires et employés inclus.

C'est au cours de ces restructurations internes au groupe Renault que naissent les tensions qui activeront le mécanisme de la spontanéité. Le transfert des ateliers de fabrication des pièces en caoutchouc de Billancourt à Nantes, de ceux de la fonderie de Billancourt à Lorient, et de la production des R4 et R8 de Billancourt à Blainville a provoqué la suspension des embauches, le déplacement de beaucoup de travailleurs, la déqualification des moins bien payés; deux catégories ont été particulièrement touchées: celle des manœuvres et des P1<sup>3</sup>,

2 L'usine Fiat de Mirafiori, à Turin, est la plus ancienne usine d'automobiles en Europe et le plus grand bassin industriel italien. Dans les années 1960 et 1970, elle a représenté la pointe la plus avancée du développement technologique du capitalisme italien, et le foyer des luttes ouvrières les plus antagonistes.

3 Désigne la catégorie des ouvriers les moins qualifiés dans l'échelle des qualifications française.

essentiellement des jeunes, et celle des ouvriers immigrés, qui sont embauchés avec des contrats à terme, d'un à six mois, et qui constituent la souape de l'entreprise dans les périodes de basse conjoncture et de réduction saisonnière de la production. Insécurité sur le lieu de travail donc, discriminations, et déqualifications sur la base du décalage entre le diplôme scolaire et la réalité de l'entreprise en termes de poste et de salaire. Sur ce dernier point, les documents de la Cinquième Conférence mondiale de l'automobile nous informent encore une fois que les salaires mensuels d'un manœuvre ordinaire chez Renault vont de 735.91 à 794.44 francs, que ceux d'un manœuvre spécialisé (première et deuxième catégorie) vont de 813.45 à 977.18, et que ceux d'un ouvrier qualifié (P1) vont de 1317.38 à 1537.48 francs.

Mais dans la réalité salariale de Renault, il faut prendre en considération un fait qui est propre à toute l'industrie de l'automobile, à savoir le cumul des postes ou le déplacement de l'ouvrier d'un poste de travail à l'autre; se crée ainsi une



figure d'ouvrier « polyvalent », d'ouvrier-masse<sup>4</sup>, seulement conscient de la chose suivante : que la qualification ou le poste pour lequel il a été embauché n'aura plus aucun rapport avec ce qu'il trouvera réellement sur sa fiche de paie et qu'il ne pourra faire aucun calcul sur la base des minima contractuels. Chez Renault – comme en Italie chez Italsider par exemple – il y a les « rémunérations de poste », que les syndicats et le patronat présentent comme une élimination des « injustices », alors qu'en réalité, il ne s'agit que d'un élément de division dans la négociation salariale et de subordination à l'évaluation des techniciens du patron. Ensuite, chez Renault, il y a aussi les rythmes infernaux propres à la grande industrie de l'automobile, les rythmes de la chaîne qui font de l'ouvrier un esclave. Le dimanche, on reste à maison pour se reposer et « on

4 Le concept d'ouvrier-masse désigne la figure politique centrale pour les opérâistes : étranger à la culture et à l'identité travaillistes propres à l'ouvrier de métier et aux institutions du mouvement ouvrier classique, l'ouvrier-masse refuse le travail et pratique le sabotage et la grève à la chat sauvage.

est tellement épuisé qu'on a même plus la force de faire l'amour », comme disait un ouvrier à la Sorbonne.

S'il faut voir la revendication des 1000 francs par mois comme l'une des *exigences politiques* les plus significatives des ouvriers de Renault, c'est à partir de deux considérations : elle implique aux yeux des ouvriers une rupture avec le mécanisme de la « job evaluation » qui divise et empêche l'unification jusque sur le terrain contractuel, atomise l'ouvrier y compris dans le moment où il négocie avec le patron le prix de sa marchandise-travail ; elle implique aussi une pression consciente en vue d'augmenter le coût du travail, de mettre en crise le Plan. Renault, modèle du néocapitalisme français, devient sous cet aspect la pointe la plus avancée de l'élan politique de classe.

On a beaucoup discuté des objectifs « exclusivement économiques et matérialistes » pour lesquels se seraient battus les ouvriers, en acceptant de fait le leadership de la CGT et du PCF, alors qu'ils auraient dû se battre, comme les étudiants, pour des objectifs « qualitatifs ». Ce sont ces schématismes qui continuent à

réduire à un état d'infériorité et d'impuissance la « Nouvelle Gauche » (appelons-la ainsi) face à la social-démocratie et au capital. Nous devrions donc laisser à l'adversaire tout discours de type salarial? Nous devrions continuer de rester au service de l'idéologie bourgeoise et de ses divisions-oppositions entre « économique » et « politique », « qualitatif » et « quantitatif », « partidaire » et « syndical », etc. ?

Nous devrions continuer à utiliser ces termes comme s'ils s'excluaient mutuellement ou comme de simples descriptions phénoménales, sans jamais parvenir à définir concrètement ce à quoi nous nous accrochons? Allons voir ce que nous racontent les patrons. Est-ce un hasard si la programmation en Italie, en Angleterre, en Belgique, aux Pays-Bas se traduit institutionnellement par une politique des revenus, c'est-à-dire un bloc des salaires? Est-ce un hasard si, au niveau de la pensée juridique, toutes les prémisses sont réunies pour rendre illégale la grève économique qui dépasse certaines limites revendicatives? Est-ce un hasard si les patrons voient désormais la classe ouvrière comme simple « variable salariale »? N'est-il pas encore clair qu'en

Europe occidentale, le blocage des salaires (ou leur réglementation préventive sur la base d'accords syndicaux) est le pilier de la politique du capital européen, qui doit réduire, par des investissements redoutables en capital fixe (et il faut désormais compter parmi ceux-ci le coût de la qualification de la main-d'œuvre), le fossé technologique qui le sépare des États-Unis et se préparer à l'ouverture totale aux marchés de l'Est, où les salaires sont en proportion inférieurs? Même les opérations néocoloniales au tiers-monde ont un coût et ce coût, on commence aussi à le faire payer à la classe ouvrière des métropoles. Si de là, même de manière purement livresque, nous devons aller voir du côté de la théorie léniniste, nous y trouverions que la lutte économique et syndicale doit être comprise d'après le concept général de spontanéité (lutte défensive), c'est-à-dire comme un mouvement qui ne doit jamais être nié, mais organisé et politiquement orienté. Mais nous sommes-nous vraiment laissés convaincre que la paralysie du mouvement ouvrier révolutionnaire en Europe occidentale était due au bien-être économique des ouvriers? Ces observations (que beaucoup trouveront inutiles, espérons-le)

doivent surtout être faites en référence au rapport direct entre étudiants et ouvriers, entre étudiants, organisations du mouvement ouvrier et *extrême gauche*, et parce qu'il est nécessaire de rendre clair *le refus et l'usage* simultanés que la classe ouvrière fait des organisations syndicales dans une phase de lutte aiguë. Mais justement, dans la mesure où l'on se rend compte que tout le mouvement communiste occidental est « syndicalisé » et que le syndicat peut être destitué des fonctions qui lui ont été assignées par la programmation patronale grâce à l'usage spontané qu'en font les ouvriers, on comprend aussi dans quelle crise *institutionnelle* le capital européen est en train de s'enfoncer aujourd'hui, face à quels problèmes de choix de nouveaux instruments politiques il se trouve et pourquoi le recours à la violence fasciste et à la répression social-fasciste est devenu si fréquent, au point d'apparaître comme la seule voie de sortie des crises politiques du type de celle que connaît la France. Si la liberté de pouvoir choisir le vote communiste ne suffit plus aux jeunes ouvriers comme compensation de leur exploitation, si le mirage de consommations plus abondantes ne leur suffit plus comme compensation de leur

asservissement au pouvoir de classe, quels outils et quelles idéologies le capital pourra-t-il utiliser pour pouvoir les contrôler, étant donné que la démocratie politique et l'état de bien-être ne fonctionnent plus? Peut-on déjà parler pour l'Europe d'une fin du keynésianisme?

**« Si ce que vous voyez n'est pas étrange,  
la vision est fausse »**

Les données sur le Plan, sur les luttes et sur Renault nous servent seulement comme des exemples sommaires pour démontrer quels outils peuvent être utilisés pour définir à l'avance, pour prévoir les mouvements spontanés dans leur détermination politique ou, autrement dit, dans les contenus politiques qui les connotent (mots d'ordre, rapport masses-organisation, présence de niveaux de lutte plus avancés sur lesquels faire converger ceux plus arriérés, etc.). Des préceptes pour une « astrologie des luttes »? Non, car prévoir signifie s'organiser à l'avance, ne pas rester béat – comme nous l'avons constaté chez d'anciens camarades pourtant riches d'une longue expérience politique – face au mouvement et à ses développements, ni se laisser prendre par

l'enthousiasme de solidarité qui se mue ensuite toujours en dépression vis-à-vis de la « trahison » des partis. Certes, le caractère absolument nouveau du mouvement de mai est venu *de l'inconnue étudiante*, ou mieux, du rapport politique qui s'est créé entre lutte étudiante et lutte ouvrière.

Le discours sur le terrain objectif où se soudent ces luttes (école comme usine à main-d'œuvre qualifiée, Plan capitaliste, etc.) est le plus facile à élaborer; il suffirait d'ajouter qu'avec le « Plan Fouchet », le gaullisme a mis en place le type d'école technocratique demandée avec beaucoup d'insistance par les industriels. Mais les étudiants étaient depuis plus d'un an en lutte, à la fois contre le vieil académisme et contre le Plan Fouchet. Et depuis 1966 opéraient au sein du milieu étudiant des organisations au discours révolutionnaire, comme le Comité Vietnam national et les Comités Vietnam de base, étendues à l'échelle nationale, gérées par des forces dérivées du trotskisme et du maoïsme.

Ce n'était pas la première fois que les étudiants se trouvaient engagés à une large échelle dans un mouvement de lutte politique; pendant la guerre d'Algérie, l'UNEF avait été très active,

mais elle avait perdu depuis beaucoup de son importance : politiquement proche du PSU (Parti socialiste unifié, qui avait aussi soutenu le Comité Vietnam national), l'UNEF a joué un rôle très important grâce, entre autres, à son vice-président Jacques Sauvageot et ce aux côtés du SNESUP (Syndicat national de l'Enseignement supérieur), qui, même s'il ne représente pas l'ensemble du corps enseignant supérieur, a joué un rôle tout à fait central sous la direction d'Alain Geismar. Nous nous sommes surtout efforcés, dans les entretiens et les conversations, de comprendre comment les ouvriers voyaient la lutte des étudiants, c'est-à-dire comment ils voyaient le mouvement des étudiants non seulement de l'intérieur, mais aussi de l'extérieur, depuis les usines. Trois faits nous sont apparus comme incontestables : a) ils avaient saisi en quoi le mouvement étudiant se caractérisait par une décision subjective, volontariste, une volonté consciente de passer à l'attaque contre le système ; b) ils avaient compris que les étudiants représentaient une force sociale anti-capitaliste ; c) et que les étudiants avaient, les premiers, recommencé à faire usage de la violence contre les institutions, qu'ils avaient refusé



les règles du jeu, ces règles que l'action ouvrière, même quand elle était spontanée et massive, tendait au fond à respecter. Cela revenait, en d'autres termes, à confirmer ponctuellement les perspectives fournies par les meilleurs leaders étudiants, celles de Dutschke notamment, sur l'assomption spécifique du moment de la subjectivité de la part de la lutte étudiante, qui peut ainsi recouvrir l'espace propre au parti (sans pour autant prétendre représenter une direction politique), en conservant son caractère de masse et en valorisant la pratique des actions extralégales et légales. Aux thèses selon lesquelles les étudiants seraient des « voyous » et des « provocateurs », les ouvriers répondaient avec un haussement d'épaules et les plus jeunes en disant « alors nous aussi on l'est ».

Dans les années précédentes, l'agitation étudiante était restée plutôt isolée : on peut commencer par les premières agitations spécifiquement « universitaires » en 1965, pour rappeler ensuite le moment de l'imagination triomphante des situationnistes qui s'affirmaient à Strasbourg en 1966, puis le déplacement du centre des agitations à Nanterre en 1967, au sein du complexe universitaire modèle qui surgit d'après les

directives du programme gouvernemental de modernisation et de décentralisation de la Sorbonne, étouffée au milieu de Paris. À Nanterre on commence par les grèves des étudiants, pour une démocratisation des études, pour l'autonomie de l'université, pour une confrontation continuelle entre professeurs et étudiants. Mais surtout se déverse sur l'université cette problématique politique qui y trouve son espace de discussion : l'une des plus vastes que l'histoire de nos jours a mise devant nos yeux – du Vietnam à la Révolution culturelle chinoise, de la guérilla en Amérique latine au Black Power – et que les partis communistes ignorent ou mystifient ; en France, comme en Italie, la sortie des jeunes hors du Parti prend une forme toujours plus organisée, d'abord les soi-disant « italiens » (qui opposent la Conférence de Yalta<sup>5</sup> à Waldeck-Rochet), puis les maos. Le 22 mars, les étudiants occupent les locaux du rectorat de l'université de Nanterre et le mouvement du 22 mars de Cohn-Bendit naît alors. En son sein, la référence idéologique

5      Référence au livre de Palmiro Togliatti, figure historique du PCI, *Il memoriale di Yalta*.

est peut-être moins significative (par-delà Marx et Mao, on se réfère plus à Wilhelm Reich qu'à Marcuse, à son moment communiste, quand il dénonce l'« aliénation sexuelle des travailleurs », et à cet égard il convient de rappeler que Cohn-Bendit se fait connaître à Nanterre après avoir bloqué un ministre venu inaugurer une piscine, en entamant une interminable discussion sur la répression sexuelle à l'œuvre dans les règlements intérieurs des campus universitaires) que la référence très réaliste et concrète aux situations d'exploitation et d'oppression que l'on peut toucher du doigt, notamment les conditions de travail et de lutte des jeunes ouvriers.

La perception qu'un seul et unique Plan capitaliste implique classe ouvrière et étudiants est immédiate. Cette indépendance par rapport à des schémas idéologiques préconstitués – source, pour beaucoup de camarades, d'un aveuglement plus que d'une meilleure perception politique – est peut-être ce qui a permis d'attribuer si rapidement l'appellation d'« anarchiste » au mouvement de Cohn-Bendit. De l'entretien avec Sartre, réalisé quand le mouvement d'occupation des usines s'était déjà enclenché et publié le 20 mai par le

Nouvel Observateur, émerge une remarquable lucidité politique : l'hypothèse – alors possible – d'un gouvernement populaire qui aurait pu finir comme Wilson en Angleterre et la prévision d'une deuxième attaque révolutionnaire contre lui ; la conviction que les réformes obtenues sont un tremplin de lancement pour de nouvelles luttes, à l'intérieur desquelles, cependant, la chose la plus importante est « la démonstration de l'efficacité des méthodes révolutionnaires » ; l'abandon de la théorie des avant-gardes révolutionnaires au profit de celle d'une « minorité agissante, qui remplit une fonction de ferment permanent, en poussant à l'action sans prétendre la diriger » ; la conscience que « la force de notre mouvement consiste dans le fait qu'il s'appuie sur une "spontanéité" incontrôlable » ; pour en arriver à la revendication selon laquelle les restaurants universitaires doivent devenir des restaurants pour la jeunesse, où tous les jeunes, à commencer par les jeunes ouvriers, peuvent manger pour 1.40 francs, et la même revendication pour les cités universitaires, leur transformation en résidences pour la jeunesse ; le refus de la formation d'élite, qui doit être exemplifié par des actions pratiques et démonstratives.

Le problème de la sélection en France a été posé en des termes très clairs par le pouvoir gaulliste : le baccalauréat représente à la fois la conclusion des études secondaires et l'ouverture à l'université. 95 % des étudiants ayant obtenu le bac s'inscrivent aujourd'hui en France à l'université et un tel pourcentage a été jugé excessivement élevé par les programmeurs actuels. Voilà pourquoi le projet gouvernemental implique la réforme du baccalauréat, sa réduction à une simple attestation de fin des études secondaires et la réduction du taux à 60 % par une sélection du pourcentage de bacheliers qui pourront entrer à l'université. « Il est nécessaire de faire de l'université une entreprise rentable », a affirmé le recteur Capelle. C'est la devise qui a présidé au Plan Fouchet, selon lequel l'enseignement primaire, le secondaire et les écoles de formation professionnelle doivent produire la masse de main-d'œuvre non-qualifiée qui constitue l'échelon inférieur de la hiérarchie, une main-d'œuvre qui peut être déplacée et manœuvrée selon les exigences de mobilité des postes de travail. L'enseignement supérieur en revanche a pour but précis de fournir

les spécialistes à même d'assurer la conduction technique de la programmation.

Le 2 mai les autorités académiques de Nanterre décident de réagir à l'agitation qui se poursuit depuis des mois au sein de l'université et déclarent, par la bouche du doyen Grappin, que la faculté sera fermée sine die. Elles obtiennent ainsi que l'agitation se déplace de la périphérie au centre de Paris. Le 3 mai, à la Sorbonne, le mot d'ordre de la mobilisation de tous les étudiants pour un meeting dans la cour de l'Université, dans l'après-midi, est lancé. Des groupes d'étudiants du service d'ordre contrôlent les portes pour se défendre des provocations du groupe fasciste Occident, alors que les groupes de discussion se forment dans la cour. Le recteur Roche appelle la police pour « évacuer » l'université. Après avoir promis aux étudiants qu'ils pourraient sortir librement de la Sorbonne, la police les attend devant les portes, les conduit vers les fourgons et les fait entrer à l'intérieur. Les dirigeants du mouvement étudiant et les membres du service d'ordre seront interrogés par la police pendant vingt-quatre heures d'affilée. Un plan de provocation et de répression qui avait été soigneusement

préparé par l'État gaulliste se met ainsi en place, à ce moment où il est clair que le mouvement des étudiants attaque la nouvelle université technocratique plus encore que la vieille université traditionnelle. L'on dira: la police a de temps à autre perdu la tête sous la pression des événements. En fait c'est le contraire qui est vrai: pour se maintenir résolument à la tête des choses ou pour « faire avorter le mouvement » l'État gaulliste – formé aux expériences italiennes et allemandes (qui auraient en fait conseillé un comportement opposé) – a envoyé la police fracasser des crânes. Les dates et la dynamique des événements le prouvent: la police attaque toujours de façon plus brutale à partir du moment où les tentatives du pouvoir de contenir le mouvement de contestation globale à l'aide du prétexte de l'autonomie de l'université font faillite. Il faut dire que les étudiants parisiens ont immédiatement saisi l'aspect provocateur et préventif de l'action de la police, mais le fait nouveau et significatif et qu'ils ont décidé d'y résister et qu'ils y sont arrivés.

Cet après-midi-là, dans la cour de la Sorbonne, circulaient, entre autres, des exemplaires

de *L'Humanité* qui venait de sortir, où un article signé de George Marchais soutenait :

Malgré leurs contradictions, ces « groupuscules » – quelques centaines d'étudiants – se sont unifiés dans ce qu'ils appellent le Mouvement du 22 mars, dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit... ces faux révolutionnaires doivent être démasqués avec énergie, car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes.

Au même moment, des étudiants appartenant à l'UEC (Union des étudiants communistes) distribuaient un tract sur lequel on pouvait lire que « les responsables de l'extrême-gauche utilisent comme prétexte les faiblesses du gouvernement et spéculent sur le malaise des étudiants pour essayer de bloquer le fonctionnement des facultés et d'empêcher la masse des étudiants de travailler et de passer les examens ».

De cette façon, ces faux révolutionnaires se comportent objectivement comme des alliés du pouvoir gaulliste et de sa politique qui nuit aux étudiants, en premier lieu à ceux dont l'origine est la plus modeste.



À la nouvelle des arrestations, au cours de l'après-midi et de la soirée, des milliers d'étudiants envahissent spontanément les rues du Quartier latin et engagent la première grande bataille contre la police, tandis que le recteur Roche demande au ministre de l'instruction Peyrefitte de procéder à la fermeture de la Sorbonne, qui a effectivement lieu au cours de la nuit. Pendant les journées du samedi 4 et du dimanche 5, alors que la police quadrille le Quartier latin, les groupes et les organisations étudiantes distribuent des tracts qui invitent à une manifestation le lundi 6 mai. C'est le jour de la première barricade. Elle surgit le soir, après une journée d'affrontements avec la police, survenus par-ci par-là dès le matin. En début d'après-midi il y a une véritable bataille de positions, Place Maubert. Ensuite, le cortège, qui s'agrandit toujours plus, se dirige vers le boulevard St. Germain. Il y arrive à vingt mille. À cet endroit, la police, très nombreuse, attaque, en utilisant pour la première fois des acides – sulfuriques et au chlore, dilués dans l'eau des canons à eau – et des gaz lacrymogènes. Surgit la première barricade d'automobiles et de pavés. La résistance des étudiants dure plusieurs heures et c'est

seulement tard dans la nuit que la police peut se disséminer dans le quartier: c'est l'heure de la chasse, matraque à la main, à l'étudiant au passant, à tout ce qui bouge. Huit cents blessés.

Le lendemain, l'Assemblée nationale est informée par le préfet de police qu'il n'a pas été possible de maintenir l'ordre public, et naît alors la légende des experts en guérilla urbaine, supposés être des internationaux, entraînant les étudiants à la lutte de rue. Entre-temps, les étudiants font leur très longue marche, d'environ 25 km, qui, de Denfert-Rochereau en passant par Montparnasse, les Invalides, longeant la Seine, le Palais Bourbon, passe par la place de la Concorde et arrive aux Champs-Élysées, en criant « Vous êtes tous concernés! ». C'est ici que se révèlent la fermeté et la force du mouvement des lycéens, que l'on rencontre les premiers gros groupes de jeunes ouvriers, que les étudiants évaluent l'attitude de toute la population. En tête de cortège, une seule banderole: « Vive la Commune! ». UNEF et SNESUP lancent le mot d'ordre de grève illimitée dans les universités à partir des trois revendications suivantes: suspension des procédures judiciaires contre les étudiants et les

ouvriers arrêtés, évacuation de la police hors du Quartier latin et de tous les locaux universitaires, réouverture des facs.

C'est le moment de la négociation et celui dans lequel réapparaissent les organisations spécifiquement syndicales, comme l'UNEF et le SNESUP. L'usure que ces organisations, notamment la première, ont subie dans les mois et les années précédents, en tant que représentantes du mouvement étudiant, est largement à mettre sur le compte de la thématique de l'autonomie de l'université.

Pendant longtemps l'UNEF a été déchirée entre partisans du dialogue, des réformes internes à l'université, menées en commun par les étudiants et les professeurs, qui devaient lui faire acquérir sa propre autonomie en matière de gestion, et ceux qui s'opposaient au mirage d'une autonomie illusoire, autant défendue par le ministre de l'instruction que niée par la réalité du Plan capitaliste. Lors des premières journées de mai, l'UNEF a été récupérée par le gouvernement, qui désirait avoir comme interlocuteur un organe syndical; mais l'UNEF ne peut plus assurer un tel rôle d'intermédiaire, parce que le

mouvement étudiant a désormais assumé une dimension de contestation politique : l'UNEF ne peut être « représentative » que dans la mesure où elle-même assume cette dimension. Voilà pourquoi la tentative de division – sur des prétextes purement formels – entre UNEF, « groupuscules » et Cohn-Bendit ne peut pas tenir. À l'Assemblée nationale, le 8 mai, on déterre une vieille motion du gaulliste Guichard, déposées six mois auparavant, concernant « la distribution de tracts chinois à l'intérieur de la Sorbonne ». Au même moment, d'autres tracts sont distribués aux étudiants, peut-être plus « dangereux », qui posent cette fois les problèmes des rapports à établir avec la classe ouvrière et avec ses organisations de masse. Le 22 mars :

Nous ne voulons pas être les chiens de garde du capital, le détournement par les appareils bureaucratiques habituels d'un mouvement de contestation de la société vers un simple mouvement réformiste qui s'inscrit dans le cadre de l'immobilisme de l'université bourgeoise.

Le Comité de Défense contre la répression (de tendance maoïste) :

La Sorbonne est un vieux mur de pierres. Saint-Denis ce sont des milliers d'ouvriers en lutte. Les flics peuvent nous attendre en se concentrant dans le Quartier latin. Qu'ils viennent dans les banlieues, qu'ils viennent à Saint-Denis, essayer de nous empêcher de nous lier avec les travailleurs. On va les attendre avec les travailleurs... Tous à Saint-Denis!

Les représentants étudiants du PSU, en revanche, avec plus de réalisme :

L'ouvriérisme ou la fuite en avant vers une alliance prématurée et sans de vrais contenus politiques avec les partis et les syndicats ouvriers ne peut que conduire à un affaiblissement des luttes anticapitalistes dans l'université.

Dans un grand meeting aux Halles, des représentants syndicaux qui cherchent, maintenant, à prendre contact avec les étudiants, sont accueillis aux cris d'« opportunistes ». Les plus politiquement infantiles parmi les étudiants sont justement ceux qui se perçoivent comme les plus politisés et théoriquement armés. Le meeting continue avec un cortège vers le Quartier latin

de plus de dix mille personnes. Entre-temps, à l'Assemblée nationale, Peyrefitte a annoncé la réouverture de la Sorbonne et l'UNEF a promis d'ordonner la dispersion de la manifestation, qui a lieu malgré la forte irritation des participants. Naturellement, le lendemain, le pouvoir ne remplit pas sa promesse et décide de ne rouvrir que Nanterre: il vaut mieux commencer par nettoyer les rues des « anarchistes » et négocier avec les autres. Mais dans le même temps, UNEF et SNESUP font leur autocritique quant à leur comportement de la veille et les « groupuscules » décident d'agir en leur propre nom avec plusieurs initiatives (des meetings autonomes à la proposition de la grève, etc., et Cohn-Bendit qui réaffirme sa volonté de construire la « démocratie directe dans la rue »). Désormais même les centrales syndicales ouvrières se mettent en mouvement: ce même jour une rencontre a lieu entre Séguy, secrétaire générale de la CGT, et un délégué de l'UNEF.

En septembre 1965, la CGT avait accueilli avec hostilité les propositions du Cinquième Plan français, en dénonçant le renforcement des monopoles, les limitations de salaire, les

perspectives de chômage et de sous-emploi, le manque d'investissement dans l'éducation. Ce qui l'avait amenée à conclure que le Plan avait été formulé « selon les diktats de la stabilisation ayant comme objectif la limitation des salaires et l'extension du chômage » et que par conséquent il conduisait « au renforcement de la puissance des grands groupes monopolistes ». C'est pour ça que la CGT s'est prononcée « contre le projet du Cinquième Plan, considéré comme foncièrement contraire aux intérêts de la classe ouvrière et donc non conforme à l'intérêt général du pays ». En effet, malgré la volonté avérée d'en arriver à une programmation concertée, le pouvoir gaulliste a toujours fait les comptes sans véritablement consulter les syndicats, en particulier la CGT. Sur le plan institutionnel, de ce fait, la programmation n'avait pas fait de pas en avant considérable, quand bien même la CGT n'était pas passée de ses déclarations d'hostilité à un programme de luttes concrètes, et le panorama syndical français était resté plutôt statique. Il en résulte qu'en mai 1965, la France s'est retrouvée avec des horaires moyens de travail plus élevés que les autres pays européens et avec des salaires

moyens supérieurs seulement à ceux de l'Italie. En 1966 toutefois la programmation concertée État-syndicats avait fait quelque progrès surtout dans le cadre de la restructuration de certains secteurs : le plan de redressement de la sidérurgie, notamment, prévoyait une augmentation de la production d'acier de 19.5 millions de tonnes en 1965 à 24 millions en 1970, tout en prévoyant la suppression de quinze mille emplois environ. Élaboré en commun par les syndicats, l'industrie et l'État, ce projet a révélé une position plus « compréhensive » de la part des syndicats, même s'ils ont immédiatement demandé l'ouverture de négociations pour mieux définir la position des travailleurs victimes de licenciement, le retour progressif aux 40 heures et le réajustement des retraites et des droits syndicaux.

Mais les négociations, du côté du gouvernement, sont conduites par les fonctionnaires subalternes, tandis que les patrons continuent à faire leurs affaires. Le gouvernement décide de façon unilatérale quelles mesures tendraient à rendre « indolores » les restructurations capitalistes. Chez Renault, le 3 janvier 1967, le contrat soi-disant « modèle » avait été renouvelé, encore



une fois sans recours à la lutte et sans améliorations contractuelles. Les syndicats français avaient désormais accepté le « réformisme d'en haut » du général et c'est pour cette raison que l'horizon syndical français – surtout en comparaison du cas italien – nous paraît d'un immobilisme similaire, voire supérieur, à celui de l'Allemagne fédérale. C'est seulement pendant l'été que la CGT et le PCF avaient lancé une campagne contre le chômage. Quand de Gaulle avait promulgué ses fameuses « ordonnances sociales », en août, la réponse des syndicats s'était fait attendre neuf mois durant et, par une coïncidence non prévue, elle était tombée le 15 mai, journée où aurait dû se tenir, dans toute la France, une manifestation interprofessionnelle pour l'abrogation des ordonnances. Cinq jours avant cette grande parade, Séguy et Descamps font face à l'agitation étudiante qui hante désormais toute la France, aux premières barricades, à la volonté ferme, quoique confuse, des étudiants de s'unir à la classe ouvrière. Les deux syndicalistes devaient certes très bien savoir quelle poudrière pouvait faire exploser les étudiants : la situation dans les usines françaises – et les luttes de 1967

le montrent bien – était pour le moins celle d'une disponibilité générale à la lutte.

Le Plan gaulliste, auquel les syndicats avaient opposé des protestations verbales, risquait de sauter à deux mois de l'ouverture des frontières du marché commun européen. Séguy et Descamps savaient en outre très bien que dans la région parisienne – à la portée des étudiants – se concentrent, entre autres, 32 % de la classe ouvrière de l'automobile, 47 % de celle de la chimie, 57 % de la mécanique de précision, 60 % de l'électronique, 71 % des machines de bureau et 90 % des machines pour le contrôle et la régulation. Ce sont justement les industries dans lesquelles le pourcentage de techniciens, des niveaux intermédiaires et supérieurs, est déterminant, et là où le problème de l'école est l'un des grands problèmes de l'usine ; sans parler des trente mille de Billancourt et des dix mille de Flins qui, à eux seuls, peuvent mettre en mouvement toute l'industrie de l'automobile du pays. La concentration ouvrière dans la région parisienne est telle que, si Paris saute, toute la France saute. Les mécanismes de communication de la lutte sont accélérés. La composition même de la classe ouvrière

parisienne est caractérisée par les couches qui en 1967 se sont montrées les plus actives : les techniciens, les jeunes manœuvres, les immigrés. Il s'agit en plus des catégories avec lesquelles le syndicat a les plus gros problèmes. La CGT insiste sur le salaire et sur l'horaire, la CFDT, très influencée par les groupes catholiques avancés, tient pour indispensable la démocratie d'usine, dont le pouvoir syndical au sein de l'entreprise devrait être la garantie. La CGT conserve le lourd appareil bureaucratique du syndicat communiste, rigoureusement respectueux de la division des tâches entre parti et syndicat ; la CFDT, plus jeune, plus faible, plus audacieuse, se positionne nettement à la gauche de la CGT afin de réaliser en acte l'interclassisme catholique, la démocratie d'usine, le dialogue entre gestion ouvrière et propriété négociée.

Alors que Séguy, Descamps et l'UNEF annoncent une manifestation commune pour le 14 (le lendemain aurait dû se tenir la grande manifestation contre les ordonnances sociales), les étudiants se préparent à la grande bataille contre la police, qui bouleverse toute tentative de canalisation, de récupération et de contrôle des luttes

étudiantes, en faisant office d'étincelle, trois jours plus tard, des grandes luttes ouvrières. En soirée, alors que les barricades surgissent un peu partout dans le Quartier latin, le recteur Roche reçoit in extremis Cohn-Bendit, Alain Touraine et trois autres représentants des étudiants et des enseignants, mais il est interrompu, apparemment, par Peyrefitte : une heure plus tard, les CRS reçoivent l'ordre d'attaquer les étudiants. Tout au long de la nuit, les Parisiens suivent, sur Radio Luxembourg, la bataille dans les rues du Quartier latin. Le gouvernement interrompt les transmissions, mais les journalistes de radio ne se laissent pas faire : ils montent dans les maisons, l'un à la fenêtre raconte ce qu'il voit, l'autre rapporte par téléphone, et cette impressionnante « prise directe » continue. L'autre émetteur présent, Europe 1, demande par contre à ses chroniqueurs d'être plus objectifs, c'est-à-dire de s'éloigner des barricades et de « décrire le cadre général ». Qui n'a pas suivi la chronique à la radio découvre le lendemain dans les journaux la détermination et le courage avec lesquels les étudiants ont résisté face à la police. Pendant ce temps, de Gaulle révisait les quatre phrases en roumain qu'il aurait dû

prononcer à Bucarest, tandis que Pompidou revenait d'Orient. À 23 heures, le 11 mai, tandis que l'on comptait encore les blessés et que parmi les étudiants circulait la rumeur « qu'on ne connaîtra jamais la quantité de morts », Pompidou propose la paix aux étudiants, en les invitant à la réflexion et à des négociations. Le lendemain, Force ouvrière et la Confédération générale des cadres annoncent leur adhésion à la grève générale, alors que les organisations étudiantes et les syndicats se concertent longuement à propos du parcours de la manifestation, des slogans, des priorités, des écharpes tricolores, de Cohn-Bendit, etc.

### **Grève de masse, étudiants et syndicats**

La dernière grève générale en France est celle du 28 mai 1958, à l'époque de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) et de la prise du pouvoir par de Gaulle. Elle est devenue célèbre au sein de la classe ouvrière en tant qu'« enterrement de première classe ». Comme tel, elle a inauguré une longue série de grèves platoniques, sans aucune efficacité pratique, sinon celle d'anesthésier la combativité des travailleurs, qui voyaient dans les élucubrations syndicales

des manœuvres sans suites. La grève du 17 mai 1967 a représenté quelque chose de similaire, « interprofessionnelle » pour la CGT d'humeur structuraliste, « généralisée » (!) selon les autres syndicats. Tout le grand appareil scénographique des impossibilités et des difficultés avancées par les syndicats s'écroule le 13 mai.

La division des centrales syndicales est un problème seulement pour les centrales elles-mêmes qui font face à la classe ouvrière unie de manière compacte dans la contestation. La difficulté de trouver des mots d'ordre communs à tous les travailleurs s'effondre, et ceux-ci trouvent dans l'exemple des étudiants et des jeunes ouvriers qui résistent courageusement à la police et dans les motifs de contestation accumulés pendant dix ans de gaullisme des mots d'ordre à en revendre. La difficulté de la division de la classe en secteurs public et privé s'écroule, ainsi que toutes les autres articulations sectorielles, puisque des revendications communes bien concrètes se sont sédimentées dans tous les secteurs et il suffit de les assumer réellement pour faire exploser la France. Même la ridicule disposition selon laquelle, dans les secteurs des services publics, les

organisations syndicales devraient prévenir le gouvernement cinq jours avant de déclencher la grève, saute-t-elle aussi.

Une fois annulée la manifestation des « pétitions », prévue par la CGT et la CFDT pour le 15 mai, afin de protester contre les ordonnances antisociales votées par l'Assemblée nationale un an plus tôt, c'est maintenant dans la rue qu'un million d'ouvriers, avec tous les étudiants de Paris, descendent pour manifester : contre la police, contre le Plan capitaliste, contre l'État de classe gaulliste. *Pourquoi* ils manifestent, cela deviendra clair le lendemain, mardi 14 mai : au lieu de recommencer à travailler dans le calme, comme l'avaient prévu les organisations, les ouvriers de certains grands établissements, points clés des secteurs avancés de la production, continuent la grève et passent à l'occupation des usines.

Dans les rues de Paris, pendant la longue marche qui amène un million de manifestants de la place de la République à Denfert-Rochereau, les ouvriers français redécouvrent quelque chose qu'ils ne connaissaient plus depuis au moins dix ans : la force potentielle de leur masse unie, et ce alors que le pouvoir gaulliste révèle avoir

accusé le coup porté par la résistance déterminée des étudiants en libérant leurs camarades emprisonnés, tout en se déclarant prêt à négocier. Il s'agit là d'un coup tenté par Pompidou qui venait de rentrer d'Afghanistan, auquel répond l'explosion « inattendue » de la classe ouvrière. « Inattendue » aussi pour la CGT et le PCF : ils avaient perdu l'habitude de se trouver face à une classe ouvrière si combative, habitués qu'ils étaient à leur propre docilité vis-à-vis du régime.

Ce million de personnes constitue alors une force de masse qui devra résoudre le problème politique de sa propre organisation. Dans le cortège qui va de République à Denfert-Rochereau, pancartes et slogans d'une lutte déjà en cours – « La victoire est dans la rue », « Étudiants, enseignants, travailleurs, solidaires » – côtoient ceux d'une lutte qui est en train de renaître, fortement, d'un seul coup : « Unité retrouvée » ; et des slogans, enfin, qui laissent entrevoir les premières ébauches de stratégie au sein des organisations de la gauche : « Gouvernement populaire ».

Même dans cette manifestation, les oppositions qui ont séparé jusqu'à maintenant les dirigeants de la gauche française des nouveaux



leaders des étudiants, plus décidés, restent vives. C'est seulement après une discussion animée que Georges Séguy accepte de marcher à la tête du cortège, aux côtés de Cohn-Bendit. Il ne proteste pas à propos de la présence de Sauvageot (UNEF) et de Geismar (SNESUP), mais seulement contre celle du dirigeant du Mouvement du 22 mars. À la tête du cortège, il y a aussi Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT. Ce sont ces comportements qui, en plus de participer à la ligne de polémique entre la gauche et les éléments « gauchistes », préfigurent les tentatives de récupération et celles de rupture définitive et radicale des jours suivants.

À l'intérieur, plongés dans la grande masse du cortège, marchent les dirigeants politiques : Mitterand, Mendès-France, Waldeck-Rochet, Guy Mollet, etc.

La police, après les provocations sauvages des jours précédents, ne se fait pas voir pendant toute la durée de la manifestation. Elle reste concentrée en masse sur les ponts de la Seine, près de l'Élysée, qui, à un moment donné, devient le mot d'ordre de quelques quatre ou cinq mille jeunes, qui ne répondent pas à l'appel à la

dispersion lancé par les organisateurs de la manifestation. Cohn-Bendit, avec un mégaphone, les invite à continuer par le Boulevard Raspail en direction du Champ-de-Mars (Tour Eiffel), où cette longue queue de cortège arrive et où Cohn-Bendit lui-même conclut la manifestation en invitant les étudiants à créer des « groupes d'action révolutionnaire ».

« Une promenade, mais une promenade d'un million de personnes », comme sera définie la manifestation par l'un des orateurs du Champ-de-Mars, finit vers dix heures du soir, pour recommencer juste après, à la Sorbonne, car le soir même les étudiants reprennent possession de l'université libérée. On parle de la nuit de la liberté à la Sorbonne, qui est ouverte ce soir-là à toute la population parisienne. Mais on ne parle pas du « peuple » à l'intérieur de la Sorbonne. Après le mot d'ordre de formation des comités révolutionnaires, le sujet débattu devant des milliers d'étudiants (parmi lesquels il y a beaucoup d'ouvriers venus voir le « Temple » profané) est celui-ci : « Il faut aller aux grilles des usines pour discuter avec les ouvriers. »

Car à ce moment, non seulement les ouvriers ont redécouvert, dans la grande manifestation qui a occupé les rues de Paris cinq heures durant, la puissance de leur propre masse, mais les étudiants ont aussi pu voir en personne la force de masse à laquelle, désormais, les événements se mesurent.

Les protagonistes du mardi 14 mai sont encore une fois les jeunes, mais cette fois, leur lieu d'action, ce sont les deux usines les plus avancées de France, deux usines typiquement néocapitalistes: la Sud Aviation (Nantes) et les établissements de la régie Renault (Paris). Du moins pour commencer.

La Sud Aviation se vante d'avoir initié depuis longtemps la conversion de sa main-d'œuvre d'une condition d'*ouvriers* vers une condition d'*opérateurs*, c'est-à-dire d'avoir élevé l'ouvrier à des fonctions supérieures qui le rapprochent d'une position de technicien. Et ils s'illusionnent d'avoir, ce faisant, éliminé la mythique classe ouvrière, la masse opaque des ouvriers comme simple appendice impersonnel des machines.

Vingt-quatre heures après la manifestation de Paris, à 17 heures le mardi 14 mai, quand selon

les directives syndicales la protestation est terminée et la passion révolutionnaire exprimée, la Sud Aviation de Bouguenais est occupée à l'initiative des jeunes travailleurs qui ne perdent pas l'occasion d'enfermer dans son bureau le directeur de l'usine et une dizaine de cadres supérieurs.

La vraie nouveauté de classe consiste dans le fait que les jeunes ouvriers et les jeunes techniciens démarrent l'agitation d'un commun accord, inventent des nouvelles modalités et amènent l'usine, dans sa *totalité de classe*, à la grève et à l'occupation. Il n'y a que le petit groupe formé par le directeur et par la dizaine de cadres qui reste à l'extérieur de cette unification, qui s'opère sinon du « manœuvre » au « technicien supérieur ». Retenir ce groupe dans le bureau est une blague, mais les risques assumés par les travailleurs de Sud Aviation n'en sont pas une : pour une séquestration de directeur d'entreprise, la loi française prévoit des peines allant jusqu'à dix ans de travail forcé.

L'enjeu sur le plan de la revendication immédiate est le suivant : une augmentation salariale de 35 centimes de l'heure capable de compenser intégralement la réduction de la semaine de

travail d'une heure et demie ; un accord écrit pour le recrutement stable de cent-dix travailleurs avec un contrat provisoire ; le paiement des heures de grève. Mais il y a plus. Ceci est relevé par Serge Mallet (PSU) lors d'une rencontre avec les occupants de Sud Aviation :

[P]endant une bonne partie de la nuit, des jeunes techniciens supérieurs ont discuté avec les ouvriers sur l'organisation du travail dans l'entreprise, sur leur progressive « déqualification » : « Oui, avec 120 000 francs par mois on peut vivre, d'accord, mais il n'y a pas que ça. » Insensiblement, l'enthousiasme des premières heures d'occupation cède la place à la réflexion. « Nous n'avons pas mis le directeur dans le bureau seulement pour quelques francs de plus par jour. » On a été moins rapide et moins radical qu'à la Sorbonne : la mise en cause du pouvoir patronal, de la direction autoritaire de l'entreprise s'est révélée petit à petit [...] Certains d'entre eux, imperturbables, les délégués communistes, expliquent : « Pour nous le pouvoir se prend au sommet, puis, le reste suivra... » « Oui », répond un jeune,

au piquet de grève. Comme tous les jeunes d'ici, il porte les cheveux longs comme les étudiants en révolte. « Cela signifie que vous allez nommer un comité Tartempion au lieu de Monsieur Papon (le directeur général de Sud Aviation) et, dix ans après, il faudra refaire une révolution<sup>6</sup>. »

On peut faire deux remarques : sur ce qui est dit et sur le fait que ce soit Mallet (PSU) qui le relève. À côté des traditionnels aspects « revendicatifs », dont le domaine est géré selon les normes en vigueur par les syndicats, émerge simultanément un aspect « politique » qui concerne normalement les partis. Et tout cela prend la forme d'une position critique vis-à-vis des syndicats et des partis. Mallet s'est par la suite intéressé au problème du pouvoir dans l'usine, qui deviendra le cheval de bataille du PSU, de la centrale syndicale CFDT, etc. Il s'agit du thème sur lequel insiste fortement, en général, la « nouvelle gauche » française pendant les journées de mai, jusqu'à une polémique

6 « Pas seulement pour quelques francs » in *Nouvel Observateur*, n°184, 1968 [NDA].

ouverte avec la CGT, qui soutient que le problème du salaire est prioritaire.

On peut avancer une autre observation. Les jeunes ouvriers de Sud Aviation *imposent* l'occupation de l'usine à la majorité de leurs camarades, qui se laissent persuader non sans avoir opposé une certaine résistance à ces formes de lutte radicale et spontanée dont on avait perdu la mémoire dans la France de de Gaulle et de la CGT. Ce faisant, ces groupes de jeunes ouvriers se comportent davantage comme la « minorité agissante » dont parle Cohn-Bendit, et non comme « l'avant-garde organisée » de la classe ouvrière. Cette observation, qui ne doit toutefois pas être idéalisée, a son importance pour comprendre les modalités des premiers mouvements spontanés de la classe en France.

Du reste, elle est confirmée le lendemain, mercredi 15 mai, avec la deuxième formidable explosion de la classe ouvrière : la régie Renault.

Le 15, à la Renault Cléon, les syndicats décident la grève d'une heure pour imposer des négociations. La grève connaît un bon succès et dure presque deux heures. Dans l'après-midi, il y a deux tentatives de

discussion avec la direction qui échouent. Les syndicalistes en rendent compte aux 150 ouvriers, surtout jeunes, qui veulent connaître les résultats des discussions. Les ouvriers se prononcent pour la poursuite de la grève. Les syndicalistes ne s'y opposent pas, la grève s'étend à d'autres centaines de travailleurs. À minuit, une nouvelle rencontre avec la direction a lieu. Elle menace de supprimer la prime de vacances. Ce qui ne fait qu'accentuer la détermination des grévistes. À trois heures du matin, une tentative de médiation du ministre du Travail échoue et ne produit aucun résultat. À dix-sept heures, les équipes du premier service sont mises au courant et organisent des piquets; enfin, elles décident l'occupation de l'usine<sup>7</sup>.

On peut dire que les syndicats se mettent ainsi sur le chemin qui les conduira à s'engager dans les premières grandes occupations sans s'en apercevoir. En effet, après la manifestation du lundi 13 mai, ils retournent à l'usine et recommencent

7 *Voix ouvrière*, 20 mai 1968.



à lancer leurs traditionnelles grèves limitées pour attirer l'attention du patron, mais au stade auquel on est arrivé, ces grèves pour des négociations ont beaucoup de succès et débouchent sur l'occupation de l'usine. Venu dans l'usine pour effrayer le patron, le syndicat est en vérité le premier à s'effrayer, quand il voit la jeune base ouvrière lui échapper des mains avec une détermination suffisante pour que l'usine soit occupée au bout de quelques heures. Et pas seulement cette usine, puisqu'aussitôt après Cléon, c'est l'établissement de Flins qui est en état d'agitation; ici aussi une minorité composée de jeunes ouvriers agit et s'impose à la majorité des ouvriers plus âgés en les conduisant à la grève illimitée. Il s'agit d'un coup plus dur encore que celui de Cléon, car chez Flins il y a une forte composante de main-d'œuvre étrangère, des Espagnols, des Portugais, etc., qui prend la tête du mouvement d'occupation.

C'est à ce moment que les syndicalistes, comme beaucoup d'autres, commencent à entrevoir la tempête qui peut éclater en France, ou plutôt qui est en train d'éclater. Parce que c'est à ce moment que la nouvelle de l'occupation des ateliers de Cléon et de Flins met en tension

l'usine Renault de Billancourt : trente mille ouvriers (dont huit mille étrangers), la « Mirafiori » de France. Ici, pendant toute la matinée du jeudi 16 mai, « on parle beaucoup mais on n'agit pas ».

À 12h45 la CGT organise une réunion à la Place Nationale, mais elle ne sait pas proposer autre chose que la relance des mêmes grèves articulées : il n'y a pas grand monde. On reprend le travail mais l'atmosphère est tendue. Vers 14h, dans la section 70, les jeunes commencent à abandonner le travail pour se répandre dans toute l'usine. L'action est très rapide. Les jeunes crient : « Grève et occupation ! » Puis la section 59 s'arrête : il est 15h30, le secrétaire de la CGT arrive pour stopper les grévistes en criant au mégaphone : « Camarades, nous ne sommes pas nombreux, reprenez le travail, nous allons voir demain si l'on peut faire une grève d'une journée. » Il est hué. Un autre syndicaliste prend la parole mais sans grande habileté. Enfin, un cortège se forme, qui passe par toutes les sections et les bloque. À 17h, aux forges, le secrétaire général de la CGT-Renault, blanc comme un linge,

annonce que « le syndicat CGT a décidé l'occupation de l'usine et invite à une assemblée ». Pendant la soirée les barricades sont organisées spontanément<sup>8</sup>.

À partir de là, les trois mille cinq cents voitures par jour de Renault ne sont plus produites. Un grand coup est porté par une minorité de jeunes ouvriers: en 48 heures, ils ont mis à genoux la ceinture parisienne des établissements de la régie Renault, le complexe le plus avancé du secteur automobile français, au centre de la concentration de force de travail et de capital investi la plus importante d'Europe. Le choc est considérable, autant que la réaction rapide des centrales syndicales, notamment la CGT et la CFDT. En premier lieu, il est clair que personne ne pense traiter comme des « gauchistes » ou des « aventuriers » les jeunes ouvriers qui ont agi, *dans l'usine*, en rompant les règles du jeu. Il n'est pas possible de soutenir la « résistance héroïque » des étudiants deux jours avant avec une grande manifestation, et de condamner deux jours après l'*attaque* déterminée des ouvriers contre le patron.

8 *Ibid.*

## **Séguy c'est qui ?**

La CGT ne perd pas une minute : restée seule, à la traîne, sur le parcours qui va de la grève d'une heure aux occupations d'usines, elle prend la tête du processus qui ira des occupations aux négociations.

À ce moment-là, ce n'est pas encore un processus évident, ni transparent ; en revanche, la rupture des règles du jeu survenue dans les deux usines les plus avancées du capitalisme français et le mot d'ordre de « grève et occupation » qui se propage comme l'onde de choc d'un tsunami font penser qu'il ne s'agira pas d'un processus facile : il se présente au contraire comme une explosion révolutionnaire.

À 22 heures, le jeudi 16 mai, George Séguy, secrétaire de la CGT, qualifie la situation de « conflit entre les forces ouvrières démocratiques et un pouvoir confronté à l'échec de sa politique ».

Mais il faut éviter tout malentendu : pour les syndicats, la grève du lundi 13 mai s'est conclue ce même lundi. Les luttes des classes actuelles, déclarent-ils, doivent être entendues comme des grèves revendicatives sectorielles. Or, les secteurs en question avancent des revendications

qui posent de nouveaux problèmes. Chez Sud Aviation, nous l'avons vu, les ouvriers ne sont pas entrés en lutte *seulement* pour le salaire et chez Renault les revendications *sur le salaire* sont telles que, si elles étaient soutenues, elles conduiraient à l'écroulement du Plan capitaliste. Les voici :

- baisser l'âge de la retraite à soixante ans;
- extension des libertés syndicales dans l'usine;
- garantie de l'emploi en transformant tous les contrats limités en contrats définitifs;
- 1 000 francs par mois de salaire minimum *net* (SMIG - Salaire minimum interprofessionnel garanti);
- réduction de la semaine de travail à quarante heures sans perte de salaire (impossible, répond-on, parce que la productivité s'écroulerait et le Plan quinquennal avec elle).

« Mais c'est justement ça qu'on veut ! », répondent les ouvriers les plus politisés qui ont conduit les occupations dans les usines et demandé le salaire minimum de 1 000 francs (jusqu'à présent inférieur à 400 francs par mois).

Cette réponse effraie autant les syndicats et le Parti communiste que les patrons. Même eux

ont compris dès les premiers moments le rythme de Renault. Et qui est le premier à intervenir à Cléon – lors d’une tentative de médiation in extremis, à 3 heures du matin le jeudi 16 mai – pour essayer de bloquer la première occupation de la banlieue parisienne? Le Ministre du Travail de la République en personne. Avec peu de succès, du reste, puisque deux heures après l’usine est occupée.

Un autre point qu’il ne faut pas oublier, pendant ces heures intenses où l’on ne peut pas s’empêcher de méditer sur les slogans sorbonnards comme: « Enlevez la culotte de vos phrases si vous voulez être dignes des sans-culottes », c’est le suivant: mardi 14 mai, les centrales syndicales FO, CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) et CGC signent avec l’Union des industries textiles, au siège du ministère des Affaires sociales rue de Grenelle, un accord bidon qui prévoit une augmentation des salaires de 5.8% dans les secteurs des textiles naturels – quatre cent cinquante mille salariés.

Ce mode d’action fait lui aussi partie des dernières tentatives des capitalistes pour bloquer l’agitation.

Cet accord n'a pas été signé par la CGT ni par la CFDT. FO l'a cependant signé: un syndicat né jaune (qui s'est renforcé avec des apports trotskistes), qui après quelques hésitations avait accepté le mot d'ordre de la grève générale pour le lundi 13 et qui signe le 14 ses petits accords de Matignon pour les textiles, qui sera présent à Charléty aux côtés des ouvriers et des étudiants révolutionnaires en se félicitant de « la prise de conscience des jeunes à l'égard de la société de consommation » et en même temps invitera les ouvriers à veiller à ce que l'« instrument de travail » soit préservé de la violence.

À un syndicat comme FO (cinq cent mille membres, pour la plus grande partie recrutés parmi les employés de l'État), on ne peut pas demander d'être digne des sans-culottes, mais de s'enlever la culotte, cela oui.

Il faut d'abord noter que l'accord dont on a parlé est signé en vitesse, quelques heures après les premières occupations, dans le siège du ministère des Affaires sociales où, depuis des années, il n'y avait rien à faire sinon dépoussiérer les meubles. Le gouvernement gaulliste se met immédiatement en cause comme gouvernement

de classe. La confirmation en sera éclatante d'ici quelques jours, lorsque le Premier ministre en personne Georges Pompidou – au lieu du ministre des affaires sociales, présent pour la décoration – dirigera le front patronal aligné devant toutes les délégations syndicales venues pour négocier.

Jusqu'ici ministère bidon, les Affaires sociales deviennent d'un coup le point de départ de la contre-offensive de classe du gouvernement Pompidou.

Parce que les patrons ne sont pas du tout disposés à céder: le 17 mai, la rédaction des *Échos*, le journal de la bourgeoisie industrielle, lance un avertissement solennel au gouvernement: considérant que «la France ne peut pas s'offrir le luxe d'une grave et profonde crise sociale», on estime que «dans ce moment grave, la détermination dans les convictions et dans l'attitude est toujours préférable au désarroi et à la passivité; une telle détermination peut et doit éviter jusqu'au bout l'explosion de la violence». En deux mots: éviter le désordre à tout prix, «indépendamment du prochain gouvernement». Du moment qu'un «gouvernement» est en exercice, on est toujours



au pouvoir : c'est là, semble-t-il, la position de la grande bourgeoisie industrielle française.

Si le ministre du Travail cherche pendant la nuit à bloquer le mouvement de grève par tous les moyens, si la CGT et la CFDT cherchent, comme elles peuvent, à en prendre la tête, les étudiants se soucient à ce moment de ne pas disparaître dans la queue de la mobilisation. Eux aussi n'ont pas perdu de temps. Quelques heures après l'occupation de Sud Aviation, ils entreprennent une marche de 7 kilomètres de Nantes à Bouguenais, devant l'usine occupée.

Les ouvriers reconnaissent soudain l'importance des luttes des étudiants, mais ils leur demandent de ne pas insister pour entrer dans l'usine. Et dès le début, il faut le dire, les syndicats transforment les usines occupées en des espèces de forteresses séparées du monde extérieur par ces fossés infranchissables que sont les piquets de grève. Les étudiants alors font le tour de l'usine en chantant l'Internationale et s'unissent aux ouvriers qui, devant les portes, surveillent les lumières de signalisation des barrages, pour passer enfin la nuit avec eux.

La rencontre étudiants-ouvriers de Sud Aviation deviendra dans les jours suivants le modèle du rapport entre délégations étudiantes et piquets de grève pour chaque usine occupée.

On peut dire que l'initiative de maintenir l'autonomie de la lutte qui se déroule dans l'usine vient des ouvriers. Cela n'empêche pas que beaucoup de jeunes ouvriers aient vraiment cherché une rencontre avec les étudiants sur les barricades, dans la rue et qu'ils se soient référés à l'action déterminée de ces derniers pour faire de même dans l'usine. Cette situation rendra d'ailleurs plus simple la tâche de la CGT qui entend maintenir l'usine nettement séparée de la rue et la lutte ouvrière de la lutte étudiante. Nous en avons la confirmation, décisive, dans la tentative de rencontre menée par les étudiants de la Sorbonne à la Renault de Billancourt.

Déjà le jeudi soir, dès que la nouvelle des occupations en chaîne dans les établissements de la régie se répand, un millier d'étudiants rejoignent Billancourt pour soutenir les ouvriers. À la tête de la manifestation, la banderole « Les ouvriers reprendront des mains fragiles des étudiants le drapeau de la lutte contre le régime antipopulaire ».

Mais même à Billancourt, comme chez Sud Aviation, la rencontre nocturne s'arrête sur des remerciements, de la part des ouvriers, pour l'action de rupture conduite par les étudiants, et sur l'invitation à ne pas entrer dans l'usine « pour ne pas fournir à la direction d'excuse pour faire intervenir la police ». Le lendemain, vendredi 17 mai, la décision ouvrière de ne pas ouvrir les usines aux étudiants se durcit avec le choix syndical de ne pas partager avec des éléments « externes » la responsabilité des luttes en cours. Un tract du syndicat CGT-Renault met en garde contre l'initiative étudiante de rencontre avec les ouvriers :

Nous nous opposons à toute initiative irréfléchie qui pourrait compromettre notre mouvement en plein développement et favoriser la provocation qui conduirait à l'intervention gouvernementale. Nous déconseillons vivement aux organisateurs de cette marche de tenir cette initiative. Nous entendons, avec les travailleurs en lutte pour leurs revendications, mener notre grève et nous nous opposons à toute ingérence externe.

En fait, la CGT a suivi depuis le début, minute par minute, la dynamique des événements et craint, particulièrement à ce moment, la force *interne* que constituent les jeunes ouvriers qui ont déclenché les occupations. Sous cet angle, on comprend la manœuvre spectaculaire qui, dans la matinée du vendredi, est opérée contre les jeunes cadres de la base ouvrière : à la suite d'une réunion extraordinaire du Bureau confédéral, la CGT annule, un quart d'heure après l'avoir ouvert, le Festival de la jeunesse ouvrière de Pantin, qui avait rassemblé à Paris quelques milliers de jeunes cadres provenant de toute la France.

« Il est inconcevable – déclare George Séguy pendant l'ouverture-clôture éclair, que dans ce moment décisif la CGT tienne, comme si rien ne se passe, un tel festival [...] La grève avec occupation des usines s'étend [...] dans de telles circonstances, la place de tous les responsables est d'être sur leur lieu de travail. » Il n'a pas complètement tort ; mais pourquoi ne pas profiter de cette coïncidence pour transformer le festival en une réunion extraordinaire de cadres ? La précipitation dont Séguy fait preuve pour disperser des milliers de militants fait penser que l'intérêt de la CGT est de

dissoudre le plus rapidement possible un regroupement qui pourrait devenir explosif.

Tandis que la CGT travaille pour tenir séparées la lutte des usines et celle des étudiants, en invitant l'UNEF à assumer ses responsabilités syndicales, la CFDT a trouvé depuis le début la formule du contact. « La lutte des étudiants pour la démocratisation de l'université est de la même nature que celle des travailleurs pour la démocratisation des usines », affirme un tract distribué vendredi 17 mai au moment où le cortège de trois mille étudiants part de la Sorbonne vers Billancourt. Cette formule, simple à répéter mais plus difficile à remplir politiquement, saisit selon la CFDT l'élément fondamental de la situation actuelle et indique en même temps un point de rencontre possible avec l'UNEF.

Il ne faut toutefois pas confondre les choses : même pour la CFDT, les « groupuscules » constituent une inconnue ; mais si, comme la CFDT essaie de le faire, on aide l'UNEF à survivre à sa propre usure interne en la liant à la classe ouvrière, alors on peut espérer que la vague de combativité étudiante occupée à ce moment-là à chercher une rencontre avec les ouvriers se rallie

à l'UNEF pour confluer enfin, avec cette dernière, au sein de la CFDT.

Syndicaliser les étudiants en utilisant certains mots d'ordre politiques (pouvoir dans l'université) qui font écho à leur sédition : c'est en cela que semble résider la tentative de la CFDT ; couper la tête politique du mouvement étudiant en reproposant comme prioritaire la lutte revendicative sur le salaire et dans les usines : c'est en cela que semble résider la tentative de la CGT, qui doit résoudre le problème du contrôle de l'attaque politique que les jeunes ouvriers ont lancé contre le système.

Il doit être clair que même la CGT, comme le déclare Séguéy en conférence de presse, « n'a pas vocation à conduire le mouvement jusqu'à ses ultimes conclusions politiques ». Le mouvement des grèves, par contre, s'étend vertigineusement, vendredi 17 mai, dans toute la France, et frappe maintenant les grands établissements Berliet et Rhodiaceta de Lyon, les chantiers navals de Saint-Nazaire, le bassin minier du Haut-Rhin, etc., tandis que le secteur des services publics (postes et transports) est en train de faire son entrée dans l'agitation. Le lendemain, il paralysera

la France: pas un bus, ni un train, ni un avion ne bouge, le métro est bloqué, etc.

Les syndicats des agriculteurs font savoir qu'ils seront en lutte avec des barricades le 24 mai, jour où de Gaulle parlera à la télé: ils ont une affaire personnelle à régler avec le général.

Il faut aussi remarquer que suivant l'exemple de Sud Aviation, il y a beaucoup de cadres supérieurs qui se retrouvent en résidence surveillée: chez Renault, par exemple, la direction de l'établissement de Flins accepte de recevoir les délégations des ouvriers occupants seulement s'ils promettent qu'ils ne feront pas la même surprise que Sud Aviation et Renault-Cléon. Les dirigeants sont renvoyés chez eux gentiment. Au même moment, l'avant-garde des directeurs « occupés » (Sud Aviation) élève une protestation formelle contre la nourriture, en déclarant qu'elle « laisse à désirer ». Enfermés depuis quatre jours, ils ont décidé eux aussi d'entrer dans l'agitation.

À ce moment, même les syndicats de police entrent dans l'agitation, mais, après une mise en garde menaçante adressée au gouvernement, renoncent à la grève. Le gouvernement calme à son tour sa propre agitation en réunissant dans

le bureau de Pompidou, à partir du vendredi 17 mai, chaque matin à 11 heures, le déploiement de forces suivant : le Ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, le secrétaire général de la police, le directeur de la Sûreté nationale, le préfet de police de Paris et le directeur de la Gendarmerie (CRS). Pour de Gaulle, c'est le moment de la *chienlit* : d'après le *Robert*, chienlit ou chie-en-lit se dit d'une « personne qui salit le lit », ou bien, littéralement, selon le *Larousse*, « de qui fait caca dans le lit ». Dans un sens figuré, cela signifie « mascarade<sup>9</sup> ».

Lundi 20 mai, la semaine s'ouvre avec six millions de salariés en grève, qui augmenteront encore d'une paire de millions, au rythme donc d'une perte journalière d'environ cinquante millions d'heures de travail. Dans quelques jours, nous arriverons à une moyenne d'environ 70 millions d'heures de travail perdues par jour.

Le plus formidable et concentré refus de masse du poste de travail qui soit jamais survenu dans un pays capitaliste avancé.

9 Cf. La note savante que *Le Monde* dédie à ce propos : « Le Chienlit de Rabelais à De Gaulle », n°7262, mardi 21 mai, p. 3 [NDA].



Cette semaine coïncide avec la disparition de Cohn-Bendit de Paris. Il réapparaît en Allemagne et se dirige vers Amsterdam. À qui demande « Pourquoi tu abandonnes la France maintenant ? », Cohn-Bendit répond, « c'est justement maintenant que je ne compte plus pour rien ».

Bien sûr, une fois que la grève générale de vingt-quatre heures du lundi 13 mai est devenue une grève générale illimitée (revendicative et sectorielle selon le formalisme syndical), les protagonistes de la situation ne sont plus les étudiants, mais la classe ouvrière. Cependant, la raison fondamentale pour laquelle Cohn-Bendit se sent momentanément désœuvré n'est pas seulement celle-ci : en fait, le développement des événements au profit d'une récupération politico-syndicale des forces étudiantes se heurte d'une manière irréconciliable avec les positions d'agitation permanente du Mouvement du 22 mars.

Le lundi 20 mai présente une nouveauté. Alors que George Séguy s'adresse à vingt mille grévistes de Renault et affirme que la CGT n'est pas satisfaite avec des formules telles que : « Nous n'accepterons pas que les objectifs revendicatifs

de notre action soient relégués au second plan, au profit de formules vagues comme la cogestion, les réformes de structure, etc. », Eugène Descamps (secrétaire de la CFDT) et Jacques Sauvageot (président par intérim de l'UNEF) tiennent une conférence de presse commune qui devrait marquer un point de rencontre entre les deux expériences de lutte pour le pouvoir, entre deux significations du terme « autogestion » : dans les usines et dans l'université. Le point sur lequel les centrales syndicales sont d'accord est le suivant : Séguy et Descamps déclarent que la situation actuelle fait surgir des revendications qui remettent globalement en cause la politique économique et sociale du Plan gaulliste. Sauf que pour la CFDT, cette situation rend prioritaire une unification de toutes les forces qui, par-delà les revendications salariales, posent la question du pouvoir et de la gestion par chacun de son propre poste de travail, d'étude, de formation professionnelle, etc. En ce sens, l'action syndicale doit assumer aussi une certaine part de risque politique, de manière autonome par rapport aux directives des partis traditionnels de la gauche, tels que le PCF, la Fédération de la gauche, etc.

Le discours de la CGT est exactement à l'opposé. Face à la tentative d'unification CFDT-UNEF qui subordonne la revendication contractuelle au problème politique du pouvoir, la CGT réaffirme l'autonomie de la négociation syndicale par rapport à la conduction politique des événements, et demande aux partis d'agir dans la direction indiquée par les agitations. Qu'est-ce qu'entend Séguy par « autonomie syndicale » ? Ceci :

Si le gouvernement actuel devait disparaître avant le règlement de nos revendications précises, nous allons les présenter de manière aussi déterminée au prochain, quel qu'il soit.

En fait, pour Séguy, le gouvernement qui doit succéder à Pompidou n'est pas si indéterminé, puisque c'est le PCF-FGDS. Avec un gouvernement de ce type – a l'air de dire Séguy – la CGT ne devrait pas se fatiguer pour demander les justes revendications des travailleurs, puisque son essence serait précisément de donner aux travailleurs ce que le gouvernement gaulliste refuse.

Sur ce point il faut par ailleurs relever une contradiction qui semble tourmenter le PCF et l'empêcher de structurer des nouvelles actions

de rupture : dans les années du gaullisme, le PCF joue ses cartes politiques, en vue de succéder au gouvernement actuel, sur la base d'une *alliance tactique* avec la Fédération de Mitterrand, qui est connue (comme l'ex-PSDI en Italie) comme « le parti de l'Amérique ». Par conséquent, quand les événements ouvrent des possibilités concrètes de succéder au gouvernement, le PCF se trouve dans le dilemme inextricable de devoir enterrer le gaullisme tout en gardant de Gaulle pour se défendre de Mitterrand.

Mais la centrale syndicale communiste ne semble pas touchée par des problèmes de ce type. Au parallélisme des formules « pouvoir syndical » et « pouvoir étudiant », elle oppose comme option alternative une réunion « politique » entre le PCF, la FGDS, la CFDT, FO et la CGT, pour se concerter en vue d'un *programme commun de gouvernement*. Les communistes savent bien que la CFDT est fortement opposée à une solution de ce type (qui, à son avis, ferait retomber toute la dialectique politique des événements dans les contradictions et dans les impossibilités partidaires de l'histoire d'avant mai). Mais ce qu'ils visent, quand ils se posent le problème

d'un nouveau programme de gouvernement, et donc le problème du leadership politique, c'est de briser l'union CFDT-UNEF. Ils n'attaquent pas directement cette rencontre, mais ils dénoncent la « formule vide » et le syncrétisme postiche d'économie et de politique contenus dans l'auto-gestion et dans la demande de démocratie dans l'usine. La solution qu'ils proposent réaffirme la non-contamination entre la sphère d'influence des revendications salariales en général et celle de la direction politique des luttes par le parti.

Le PCF est évidemment d'accord avec la demande de la CGT, mais il ne se prononce pas immédiatement sur les modalités d'un programme politique d'action, contrairement à la Fédération de Mitterrand, qui veut des élections générales immédiates et demande que le gouvernement démissionne étant donné son échec. Mitterrand semble à ce moment très intéressé par les courants dissidents qui prennent forme au sein du gaullisme, plus, en tout cas, qu'à l'unité d'action politique avec les communistes. Mendès-France (PSU) se dit en revanche très préoccupé par le « silence de la gauche » et demande que le « pouvoir » démissionne : non seulement le

gouvernement Pompidou, mais aussi le général de Gaulle. Dès lors, nous pouvons assister à une unification politique toujours plus resserrée entre le PSU, la CFDT et l'UNEF qui se distinguent de l'action conduite par les communistes d'un côté et par les forces de centre-gauche de l'autre. Le point culminant de cette divergence est la réunion de Charléty. Mais avant Charléty, il y a les négociations de la rue de Grenelle.

### **Le protocole de Grenelle : défaite du syndicat sur le terrain de la négociation**

Quand on en arrive aux négociations de la rue de Grenelle, il est clair pour tous que l'énorme vague de grèves qui a touché la France, et qui pour l'instant engage huit millions de travailleurs, constitue une attaque directe des ouvriers contre le Cinquième Plan quinquennal. Crise des institutions politiques gaullistes, attaque contre le Plan capitaliste.

La remise en cause du Plan actuel devient un problème pour toutes les organisations en lutte.

Les patrons ne peuvent plus se cacher et face à la perte quotidienne de soixante-dix millions

d'heures de travail ils doivent procéder à une révision des buts prévus, quelle que soit la solution qu'ils arriveront à trouver pour la crise actuelle.

Les syndicats et les partis politiques se trouvent face à une classe ouvrière qui non seulement refuse de travailler pour réaliser les objectifs du Cinquième Plan, mais qui conteste aussi la modalité selon laquelle il a été conçu et appliqué, en refusant dans le même temps le rôle social que le Plan a prévu pour ceux qui, aux différents niveaux de la force de travail, doivent le réaliser.

Les centrales syndicales et les partis de la gauche sont appelés à répondre sur la façon dont ils entendent modifier le processus d'élaboration et de gestion de l'économie du Plan et à montrer quelles structures de décision ils sont capables de garantir au niveau du travail productif.

Nous connaissons cependant déjà les différentes réponses qui, à ce moment, doivent se préciser: ainsi, la CFDT réclame «le droit des travailleurs à la gestion de l'économie et de l'entreprise» et parle d'autogestion et de pouvoir syndical (écho du «pouvoir étudiant»), mais elle accepte la demande avancée par les agriculteurs

syndicalistes de Bretagne, selon laquelle « la société capitaliste doit être remise en cause ».

La CGT insiste sur la nécessité du « plein exercice de l'activité des organisations syndicales dans l'entreprise », garantie par un gouvernement populaire des partis de la gauche, auquel toutefois elle offre l'aide de sa centrale pour mieux développer les libertés syndicales et démocratiques.

Dans chacun de ces cas, les problèmes relatifs à la modification du Plan apparaissent étroitement liés à une modification radicale des structures de gouvernement : pour la CFDT, avec la prise du pouvoir par un Mendès-France ; pour la CGT, avec un gouvernement d'union PCF-FGDS.

Reste en revanche ouverte, et à ce moment elle semble plus que jamais à portée de main, la possibilité de développer des négociations sur les revendications syndicales. On n'en parle pas, toutefois, tant que de Gaulle n'a pas parlé. Cela arrive le 24 mai, avec un discours télévisé dans lequel il propose un référendum sur la « participation ». Voilà un autre usage de l'autogestion ; quant au « pouvoir », il est clair que pour de Gaulle les Français peuvent continuer à l'exercer par le droit de vote. En ce qui concerne les négociations sur



les revendications, Pompidou fait savoir qu'il attend les délégations syndicales le samedi 25 mai au siège du ministère des Affaires sociales rue de Grenelle.

Maintenant, on peut dire que de Gaulle et Pompidou se sont partagé les tâches et ont appliqué une stratégie qui, une fois les quelques moments de dérapage passés, a globalement suivi son chemin avec succès.

De Gaulle a assumé la tâche « politique » du pouvoir et de la cogestion ouvrière dans l'usine, c'est-à-dire qu'il a assumé la tâche de conduire sur le plan de la légalité le problème « subversif » de la gestion ouvrière des usines, et donc du Plan. Il est évident que, si l'on se permet de déplacer le discours de l'autogestion sur le terrain de la légalité gaulliste, un tel discours finit par être réduit à celui d'une « humanisation » de l'exploitation capitaliste. Pour la CFDT, qui conduit le discours sur le pouvoir dans l'usine, la chute de de Gaulle et la disparition du gaullisme deviennent à partir de ce moment le problème le plus urgent. Le mot d'ordre de la « remise en cause du capitalisme » que la centrale syndicale a accepté de mettre à la fin de son discours sur l'autogestion surgit

maintenant au premier plan et devient une question de choix et d'action immédiate. À Charléty, en s'appuyant sur le refus ouvrier du protocole de Grenelle, les forces se mesurent à cette perspective. Pour la CGT et le PCF, le moment d'affronter avec détermination les échéances politiques du problème n'est pas encore arrivé. Ce moment se présentera à eux *seulement* après les négociations de la rue de Grenelle. La CGT doit d'abord se faire battre par Pompidou sur le plan des négociations.

En premier lieu, les centrales syndicales et le CNPF (Conseil national du patronat français) sont invités par le gouvernement au siège du ministère des Affaires sociales et ce sera le premier ministre Georges Pompidou qui dirigera les négociations en personne. Face aux délégations syndicales, il y a le gouvernement de classe gaulliste; derrière Pompidou, il y a les patrons. Pompidou n'est pas présent rue de Grenelle comme médiateur, mais comme le fonctionnaire le plus qualifié du capital.

Du reste, Séguy et Descamps arrivent rue de Grenelle précisément pour rencontrer Pompidou et pour discuter du moment le plus avancé de la rationalisation capitaliste. Les agitations qui

sont derrière eux, en effet, ont connu leur début dans les points extrêmement avancés de Sud Aviation et de Renault: c'est à partir d'eux qu'ils définissent leur tactique de négociateurs, parce que c'est sur les niveaux de ces pointes avancées (mais déjà *convenablement* redimensionnées selon les possibilités économiques) qu'ils tentent d'appuyer la revendication globale de la situation de classe française. La tactique de Pompidou, nous pouvons le dire maintenant, est exactement à l'opposé: pour lui, il s'agit d'*isoler* du bloc des négociations les pointes avancées du secteur de l'automobile et de négocier à un niveau beaucoup plus bas, globalement, ce qui est conciliable avec les secteurs plus arriérés.

La bataille tactique se joue sur le SMIG.

On se rappellera ceci: les ouvriers de Renault avaient demandé un salaire minimum net de 1000 francs par mois et 20 % d'augmentation des salaires. La CGT et la CFDT se présentent aux négociations avec la réduction du salaire minimum demandé par la Renault à 600 francs par mois, parce que le gouvernement gaulliste ne peut pas concéder un salaire de 1000 francs. En acceptant de négocier sur les bases économiques

« possibles », elles acceptent implicitement la possibilité que le gaullisme dure, mais pas seulement : le fait est qu'elles se font aussi abuser sur les revendications « possibles ».

Les négociations commencent à 15 heures le samedi 25 mai. Après les rites préliminaires et quelques avant-goûts, Pompidou joue immédiatement la carte du SMIG : à 18 heures 45, il propose le passage de 2.22 francs par heure à 3 francs par heure. Il s'agit du premier point d'accord des négociations. Le salaire minimum garanti pour les travailleurs de l'industrie passe ainsi de 380 francs à environ 500 francs.

L'augmentation paraît importante, quasiment de 30 %. En réalité, en tenant compte du point de départ assez bas du SMIG précédent, il est évident qu'une telle augmentation ne touche quasiment pas la plus grande partie des salariés qui appartiennent aux secteurs avancés de l'industrie française, qui sont déjà un peu au-dessus du nouveau salaire minimum augmenté. Si l'on tient compte du fait que la « grande » augmentation du SMIG est presque l'unique résultat obtenu par le protocole de Grenelle, on peut commencer à deviner quelle blague Séguéy a permis

à Pompidou de faire. Ce dernier réussit en effet le coup d'évacuer littéralement de la négociation les secteurs avancés de l'automobile, de l'aérien, de la chimie, etc., pour traiter seulement avec les secteurs où le capital a laissé ouvert la possibilité d'une négociation et sur lesquels il accepte de chercher une médiation.

La CGT est allée aux négociations en affirmant vouloir amener les salaires des travailleurs de l'industrie au niveau auquel les très fortes luttes en cours permettaient de les négocier. En fait, dès le début, elle se laisse enfermer dans la question du SMIG, qui est traitée en-deçà des possibilités ouvertes par les luttes en cours. Le problème des augmentations des salaires qui sont déjà au-delà du SMIG reste ouvert : ils s'accordent sur une augmentation de 10 % de la masse des salaires, qui en réalité, une fois les calculs faits, apparaît comme une augmentation de 7.75 % - une augmentation qui est à peine supérieure à celle de l'accroissement annuel de la masse des salaires. En France, en 1967, cet accroissement était de 6 % : le bilan des luttes gigantesques conduites par la classe ouvrière française serait donc ce 1.75 % d'augmentation arrachée en plus de la croissance normale.

*Réduction de la semaine de travail à quarante heures*: la réduction, en réalité, apparaît dans le protocole comme *promesse* de réduire de deux heures les 48 heures actuelles de travail par semaine d'ici la fin du Plan, c'est-à-dire 1970.

*Pouvoir dans l'usine*: le projet centré sur le droit syndical en usine *sera* examiné le plus tôt possible (c'est-à-dire: après la fin des grèves?).

*Problème des rythmes de travail*: on n'en parle même pas, alors que l'on sait bien que la « productivité » des travailleurs français est parmi les plus hautes du MCE.

Les syndicats ne se sont pas seulement fait enfermer dans le Protocole de Grenelle: Pompidou, en tant que patron d'État économe, n'a pas raté l'occasion de frapper les petites entreprises à capital faible, peu compétitives, basées sur un régime de bas salaires, les seules qui sont vraiment touchées par l'augmentation du SMIG. Sur le long terme, l'opération de Grenelle se révèle ainsi comme un élan d'accélération du processus d'intégration du capital.

Bien sûr, on répond que la CGT et la CFDT sont sorties du ministère des Affaires sociales sans avoir signé et en déclarant que le dernier

mot devait être celui de la classe ouvrière. Mais ils parlent aussi de revendications en partie acceptées, si bien que, sous divers aspects, les négociations de la rue de Grenelle peuvent être considérées comme « satisfaisantes ». Cela veut dire qu'elles pourront être perfectionnées et améliorées, mais que la ligne de travail a été suivie. Par contre, ils se sont fourrés dans une impasse. Qu'a obtenu Pompidou en ayant évacué de la négociation les secteurs plus avancés et en marchandant sur les secteurs plus arriérés, où le patronat avait décidé de négocier? Il a arrangé les choses de telle sorte qu'il sera impossible de rouvrir la négociation sur les secteurs avancés.

Une fois passés les jours de crise qui vont du 27 au 30 mai, de Gaulle réapparaît à la télévision et annonce qu'il restera, qu'il maintient Pompidou, qu'il remettra sur pied l'État gaulliste, qu'il convoquera des élections générales. À partir de ce moment, les secteurs en négociation recommencent à travailler et les élections générales (la grande fête de la légalité) deviennent le problème fondamental du PCF et de la CGT; à ce moment, le patronat présent derrière Pompidou au protocole de Grenelle fait savoir qu'il ne lâchera rien.

À ce stade, ni la CGT, ni le PCF ne sont plus capables de poser de véritables difficultés politiques, car ils n'ont pas le courage d'assumer la responsabilité d'un affrontement violent. Le secteur de classe de l'automobile reste ainsi isolé et sous le grand manteau démocratique des élections, Pompidou peut maintenant envoyer impunément la police à Flins, frapper et provoquer un des lieux où la résistance ouvrière est la plus forte. Mais il y a plus : peu après le discours du 30 mai du général, Pompidou étend le SMIG aux agriculteurs. Voilà un usage politique du salaire de la part du capital et voilà aussi la conclusion concertée de l'opération que le gaullisme a montée avec les négociations de la rue de Grenelle : ils ont réussi à réduire la lutte de Renault au niveau revendicatif de l'agriculture et à hausser – sans que les syndicats ne l'aient programmé – les salaires agricoles au niveau sur lequel le syndicat s'est battu pour les travailleurs de l'industrie.

Lorsque Séguy, le matin du lundi 27 mai, se rend à l'usine exemplaire de Renault de Billancourt pour soumettre aux ouvriers le Protocole, presque toute l'usine s'écroule, les ouvriers lui crient « Ne signez pas ! » et au moment où l'on



envisage une récupération des heures de grève « selon les cas », ils interrompent Séguy en scandant « Non ! Non ! Non ! ».

Le secrétaire de la CGT s'en sort avec une manœuvre de haute voltige : « J'ai dit : "selon les cas". Et bien, vu ce qui se passe ici, "ce ne sera pas le cas" de Renault. » C'est-à-dire qu'on ne parlera pas de récupérer les heures de grève à Renault.

Le lendemain *L'Humanité* sort avec un grand titre : « Le compte n'y est pas : les travailleurs décident de continuer l'agitation ».

### **Le discours sur l'autogestion**

Le jour du refus ouvrier du protocole de Grenelle est aussi le jour où est lancé le mot d'ordre d'unification de toutes les forces en révolte contre les institutions politiques traditionnelles, contre les solutions concertées, contre ceux qui acceptent le gouvernement gaulliste encore en place comme interlocuteur légitime de négociations qui ne mènent nulle part. L'appel lancé par l'UNEF est « Ouvriers et étudiants au stade Charléty ! ». À cet appel répond soudainement la « mise en garde » du PCF aux ouvriers pour qu'ils n'acceptent pas de provocations.

On a dit : Charléty, après les barricades, est le nouveau rendez-vous de deux révoltes qui aspirent à devenir révolution et cherchent un langage commun<sup>10</sup>. Le jugement politique doit être aussi froid que l'image est suggestive.

Qui se rencontre à Charléty ? La manifestation de l'UNEF recueille la participation du Syndicat national de l'enseignement supérieur, du FEN, de la CFDT et le soutien politique du PSU.

Qui s'oppose à Charléty ? Le PCF, la CGT et le Mouvement du 22 mars de Cohn-Bendit.

Il suffit de regarder les signatures pour observer qu'à Charléty, ce qui est en train de se rassembler, c'est un front syndical (UNEF-CFDT) qui accepte comme arrière-plan politique le PSU.

Jusqu'à maintenant notre chronique des événements français avait traité la rencontre syndicale CFDT-UNEF comme une convergence politique des mots d'ordre « pouvoir syndical » et « pouvoir étudiant », qui refusaient de se faire absorber par le jeu « réformiste » des partis. En revanche, en s'approchant de Charléty, on peut commencer à entrevoir avec une certaine

10 Cf. *Le Monde* du 29 mai 1968 [NDA].

précision que les deux pouvoirs (le « syndical » et l'« étudiant ») sont en train de faire le plein de réformisme.

L'observation devient importante parce que jusqu'à ce moment-là le modèle classique du réformisme de gauche était indiqué par l'étroite interdépendance entre le CGT et le PCF.

Et le Mouvement du 22 mars? Le jour de Charléty, il est contre les deux: pour cette raison, il est isolé dans sa prise de position contre les solutions de type réformiste qui se préparent. À vrai dire, il n'apparaît pas exactement tel qu'il est: même à Flins, Cléon, Billancourt, etc., il y a des gens qui sont contre la défaillance qui s'incarne dans les négociations syndicales, les ouvriers de la Renault qui demandent un salaire « impossible », qui exigent une négociation de leur propre *prix* à un niveau capable de faire sauter le *marché* de la force de travail.

Allons-nous trop loin si, en reprenant l'image qu'on vient de citer, nous disons que la rencontre entre les deux révoltes qui tendent à devenir révolution ne commence à prendre une forme certaine qu'au cours des deux jours de la bataille engagée par les ouvriers – rejoints

par les étudiants – autour de l'établissement Renault-Flins attaqué par la police le jeudi 6 juin?

À propos de Charléty, nous rappellerons essentiellement deux choses.

1) Les quarante mille personnes qui, répondant à l'appel d'unification entre ouvriers et étudiants, se sont rassemblées dans le stade malgré l'avertissement menaçant du PCF. Il est important de l'observer parce qu'il ne s'agissait pas de n'importe qui: la majorité était formée par des militants d'avant-garde qui demandaient une action révolutionnaire. Pour la première fois, le PCF se trouvait face à une *grande masse de militants* (dont beaucoup d'ouvriers) qui défiait publiquement ses directives.

2) La tentative ambiguë de la part des syndicalistes de l'autogestion d'utiliser ces forces d'avant-garde, alors qu'à Charléty ils commencent justement à faire danser sur le grand écran du futur l'ombre de Mendès-France.

À Charléty, on demande la révolution pour liquider définitivement le gaullisme et réaliser la gestion ouvrière des usines, sauf que les usines autogérées sont déjà mises dans les mains réformistes du PSU de Mendès-France. Il est assez

évident que lorsque la CGT, deux jours après, rassemble un demi-million d'ouvriers dans la manifestation de la place de la Bastille, elle décharge ses batteries contre ceux qui à Charléty prétendaient la dépasser par la gauche.

Il faut dire que les heures pendant lesquelles défile le grand cortège de la CGT sont celles où la sensation – qui est désormais en grande partie une certitude – que le pouvoir gaulliste est liquidé est la plus diffuse. On pense déjà en effet à l'après. Le PCF a une seule préoccupation : empêcher la Fédération de la gauche de « larguer » les communistes. L'ambiguïté de l'attitude de Mitterrand, de Mollet et de Defferre qui, tout en attaquant durement le gaullisme, ne veulent pas s'engager et montrent clairement qu'ils préfèrent une solution centriste ou de centre-gauche appuyée par les gaullistes dissidents – des rats qui quitteraient le navire – est dénoncée par le PCF sur un air de : « Que celui qui a des oreilles pour entendre entende ! »

Au Mans, un cortège populaire porte en tête le slogan : « Mitterrand pas de manœuvres ». C'est un danger sérieux. Mais l'attaque, encore une fois, a pour objectif les « gauchistes » ; dans un

article intitulé « Les diviseurs », Waldeck-Rochet écrit dans l'organe du parti: « Il n'est pas sérieux de prétendre aller vers le socialisme sans les communistes et encore moins en faisant de l'anticommunisme comme au stade Charléty... Nous n'entendons pas ouvrir la voie à un régime soutenu par la politique américaine. » À l'étranger, dans le monde arabe par exemple, l'organe de l'Istiqlal se fait l'écho de ces préoccupations, en voyant dans les événements français « un complot organisé par la CIA et par le sionisme international ». Donc, même Mendès-France est « objectivement » au service des Américains, par sa présence à Charléty et son acceptation de la candidature qui lui a été proposée, surtout par la CFDT? Cette centrale syndicale, malgré l'invitation, ne participe pas au cortège, parce que – dit-elle – l'UNEF n'y participe pas; mais il y a des groupes d'étudiants – issus de « Révoltés » en particulier – qui se distinguent au sein de l'immense torrent avec le slogan « Gouvernement ouvrier ».

Pourtant, c'est précisément au moment où de Gaulle est en fuite que la nature mystificatrice de sa politique devient claire, surtout en ce qui concerne sa politique étrangère. Avec

ses propositions de « participation » – lancées quelques jours avant – il avait déjà suscité l'enthousiasme de la *Borba* de Belgrade, qui y voyait la première application, dans un pays capitaliste, du système d'autogestion yougoslave et se retournait, en défendant le général, contre ceux qui n'y voyaient rien d'autre qu'un retour au système pluriel traditionnel, une fois de Gaulle éliminé. Sans parler de la presse algérienne, qui poussera un vrai soupir de soulagement deux jours après, quand le général déclarera qu'il n'entend pas partir. Donc, pour Tito comme pour Boumédiène, de Gaulle vaut mieux que le PCF. Mais en France, la réalité c'est que ces jours-là, personne ne voyait en de Gaulle l'homme de la « troisième voie » entre la Russie et l'Amérique, mais celui qui garantissait le pouvoir du grand capital et de sa politique néocoloniale.

Nous avons dit qu'au cours de ces journées « tout apparaissait possible » : même les magistrats l'ont probablement cru, repoussant la demande de Citroën de faire intervenir la force publique et les milices privées pour vider ses ateliers. Mais Pompidou – et avec lui le grand capital le plus avancé – restait confiant : la clarté politique

du premier ministre et sa tactique ciblée de clôturer le mouvement en l'isolant des avant-gardes de masse de l'automobile se feront toujours plus évidentes dans les jours qui suivront, et infiniment plus efficaces que le spectaculaire « retour » de de Gaulle. Après Grenelle, Pompidou agit surtout sur le secteur public de façon à faire sortir de la lutte, un par un, d'importants segments de classe ; le mardi, les syndicats avaient signé l'accord sur les Charbonnages de France, sur les soixante-sept-mille mineurs qui travaillaient dans les tunnels du bassin du Pas-de-Calais, en grande partie africains, et sur les vingt mille qui travaillaient en surface ; il s'appropriait maintenant à liquider l'électricité, le gaz et le métro de Paris. Il commence aussi à chercher des moyens pour liquider les minorités agissantes à l'intérieur des usines, en demandant le vote à bulletin secret sur la reprise du travail. Mais le mouvement de masse est encore très fort : le lendemain, les mineurs du Pas-de-Calais, où la CGT fait 70 % des votes aux élections des délégués syndicaux et la CFDT seulement 4 %, refusent de reprendre le travail.

À Nantes, trente mille manifestants, étudiants et ouvriers réunis, affrontent la police et



assiègent la préfecture. Roland Andrieu, du syndicat CGT des marins, intervient pour calmer les manifestants mais il se rend bien vite compte que dans ce climat, ce type d'opération est absurde et démissionne de ses charges syndicales, exprimant sa solidarité et son accord avec Barjonet. Mais ce sont les uniques cas de conflit ouvert parmi les fonctionnaires syndicaux d'un certain poids : la discipline à l'intérieur de la CGT et à ce niveau a très bien tenu. Le MEDEF s'aligne rapidement sur les directives de Pompidou, lance un appel à la reprise du travail et déclare qu'il commencera à appliquer unilatéralement les accords de Grenelle.

Dans le même temps, pour donner aux étudiants l'apparence d'une victoire, Peyrefitte, ministre de l'Instruction, donne sa démission. La réalité est que les étudiants accueillent ce geste avec une totale indifférence parce qu'ils sont désormais occupés à créer des structures organisationnelles capables de porter en avant le mouvement de lutte, indépendamment des négociations syndicales. Pour les étudiants, mais quand nous disons les étudiants, nous disons aussi et surtout les jeunes ouvriers, français et

immigrés, qui ont été à la tête de la lutte, il ne s'agit pas que d'un début : un début qui ne peut être perturbé ni modifié d'aucune façon par quelque combinaison politique qui pourrait éventuellement se substituer à de Gaulle. Le refus du terrain de la politique traditionnelle ou l'attentisme et la dépendance vis-à-vis d'elle – qui s'exprimeront aussi avec évidence au moment des élections – est l'élément caractéristique de tout le mouvement de mai. Les comités d'action, les comités étudiants-ouvriers se donnent comme objectif de fournir un soutien social à la grève, de rompre l'isolement des usines, d'empêcher la sectorialisation de la lutte. Et en ce sens, les groupes de base font preuve d'une plus grande lucidité que les dirigeants de la Nouvelle Gauche, en particulier ceux du PSU et de la CFDT, avec leurs déclarations à la Mendès-France. Et ceci démontre à quel point à l'intérieur de cette « gauche » les ambiguïtés et les mystifications sont grandes, et combien l'unité que l'on peut voir à la conférence de presse commune de Barjonet, de Jean-Paul Vigier, du 22 mars, de la Jeunesse communiste révolutionnaire de Mury (PCF-ML), est un résultat

de l'opposition à la gauche traditionnelle plus qu'une réelle unité politique.

De l'enthousiasme du mercredi on passe à la dépression du lendemain. Les négociations syndicales stagnent, par désintérêt de la part des centrales syndicales qui attendent les accords des dirigeants politiques traditionnels sur une nouvelle formule de gouvernement, par volonté de Pompidou et du patronat qui attendent le retour de de Gaulle de Baden-Baden, où il est allé s'entretenir avec les généraux fascistes. Dans le court discours de quatre minutes et demie qu'il prononce au milieu de l'après-midi, il met en lumière trois points : a) l'affrontement doit être canalisé par les échéances électorales ; b) qui n'accepte pas ces échéances trouvera face à lui un pouvoir disposé à la guerre civile ; c) les hommes de la Fédération de la gauche ne sont que les « hommes de paille » du PCF. Quatre heures après, Pompidou complète l'opération en étendant les salaires minimums de l'industrie aux ouvriers agricoles et signe un décret qui supprime les zones salariales. Avec ces décisions, le pouvoir gaulliste démontre qu'il veut affecter, en les ayant clairement identifiés, les mécanismes qui

ont mis en mouvement la spontanéité ouvrière et qui lui ont donné une configuration politique précise. Les déséquilibres sectoriels, entre chaque région, ont d'abord indubitablement fait que le mouvement, depuis Paris, s'est étendu à toute la France; d'autre part, le pouvoir gaulliste (et sa force électorale) a ses bases dans les campagnes: les cas dans lesquels les paysans s'étaient unis aux ouvriers en lutte et avaient fourni un soutien économique et social aux ouvriers étaient allés en se multipliant; enfin, à l'intérieur du mouvement, des avant-gardes de masse – qui savaient s'exprimer aussi sur le terrain salarial – et des zones plus en retard pouvaient être clairement identifiées. Mais surtout, le refus des règles du jeu démocratique et des négociations était devenu évident.

Parmi toutes les réactions au discours de de Gaulle celle d'un groupe de techniciens de la programmation faisant partie du Commissariat général pour le Plan nous semble assez significative:

Une des fonctions permanentes [du Commissariat] est de permettre le dialogue dans le cadre de la planification entre les différentes forces de la nation: c'est pourquoi les

soussignés expriment leur inquiétude face aux échéances imposées par le chef de l'État à des hommes qui représentent le peuple.

La référence au PCF et aux syndicats est évidente et la préoccupation que l'unité retrouvée entre de Gaulle et les hommes de l'OAS puisse compromettre l'institution de rapports amicaux entre représentants de la force-travail et représentants du capital l'est tout autant. À cette déclaration fait écho la protestation de l'Action catholique au sujet des « diffamations » que de Gaulle formule à l'encontre de la classe ouvrière. Si le monde catholique français s'est en effet trouvé dans la crise de mai de nombreuses fois à la gauche des communistes, pour parvenir depuis la base à une unité révolutionnaire avec les étudiants sur les barricades et avec les ouvriers dans les occupations, si la CFDT a continué à insister sur le « pouvoir syndical et ouvrier » dans l'usine, tout cela doit être envisagé dans la perspective de la création d'une démocratie industrielle avancée, ayant pour but la cogestion, à laquelle sont particulièrement sensibles les strates supérieures de la classe ouvrière (les techniciens), qui représentent la force syndicale de la CFDT. Au cours du mouvement

cependant, le caractère réformiste des revendications gestionnaires est allé en se transformant sensiblement, raison pour laquelle il est bien difficile aujourd'hui de faire un discours « de principe » sur ces mots d'ordre. Dans l'échéance « autogestionnaire », qui a fini par unifier les catholiques, une partie des étudiants et toute une aile du mouvement d'inspiration trotskiste, les contenus étaient d'une fois sur l'autre différents et changeaient continuellement.

À l'intérieur de cette problématique s'est également opérée une division nette. D'une part, de Gaulle a tenté de s'y insérer et de la récupérer en parlant de « participation », sachant que sur ce terrain il pouvait conserver la confiance soit de la technocratie de la programmation (la même qui se préoccupe des accents « antipopulaires » de son discours du 30 mai) soit du jeune patronat ; à ce propos *L'Express* du 26 mai relevait que « d'autres chefs d'entreprise, en particulier le Centre des jeunes patrons, veulent profiter du référendum proposé par le chef de l'État pour négocier l'application de la cogestion dans le cadre des entreprises ».

Ils préféreraient abandonner une partie de leur autorité plutôt que d'alourdir gravement leurs coûts de production. Pour eux, la discussion sur un pourcentage d'augmentation des salaires ne peut régler les difficultés actuelles. Ils veulent immédiatement affronter le problème de fond : trouver un équilibre entre la concertation avec les salariés et l'efficacité de la décision. Un problème aussi difficile à résoudre tant sur le plan de l'entreprise que sur celui des institutions politiques.

Enfin, pour le gaullisme, la thématique de la « participation » pouvait permettre de récupérer les jeunes forces syndicales qui puisent leurs inspirations dans le catholicisme avancé français. Mais en réalité, le caractère révolutionnaire du mouvement de mai a fait disparaître en pratique cette nature objectivement intégratrice de la perspective cogestionnaire. Les étudiants, sous la bannière de l'autogestion, visaient concrètement la possibilité de trouver un terrain de pratique commune avec les ouvriers en lutte, et pour ces derniers, il s'agissait de créer les espaces d'une discussion politique permanente, à

l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine, centrée sur le problème du pouvoir. Et même ceux qui parlaient d'autogestion en termes de gestion ouvrière de leur propre exploitation finissaient par être submergés par la volonté, surtout des jeunes ouvriers, de nier leur propre figure de producteurs. *C'était le refus du travail qui se manifestait à la fin des discussions sur l'autogestion et non l'acceptation d'une meilleure, plus humaine organisation de ce même travail.* Et en ce sens, au fur et à mesure que le débat s'approfondissait, une partie de cette unité fictive, qui avait dans les premiers jours associé les ouvriers et les techniciens supérieurs, s'écroulait. Pour les ouvriers, ces derniers ne devaient plus être, comme le voulait la CFDT et quelques sociologues du PSU, les réalisateurs d'une organisation plus humaine et rationnelle du travail en entreprise, mais la négation de leur fonction sociale de travailleurs productifs. C'est pour cela que chaque processus de reconstruction de l'organisation politique passe par une période d'anarchie, c'est-à-dire de refus de la fonction sociale que le système assigne à chacun. Mais ces choses s'éclaircissaient moins au niveau théorique que dans la pratique. Sans parler ensuite du



fait que, dans les discussions théoriques, celui qui parlait d'autogestion trouvait toujours face à lui le PCF et la CGT qui démontraient Lénine à la main (cette fois-ci oui) que l'autogestion était le cheval de bataille de l'opportunisme de gauche, depuis l'époque de la polémique entre les bolcheviques et le mouvement des conseils allemand.

Après le discours du général de Gaulle, la contre-offensive du pouvoir se concentre dans une seule direction: isoler et humilier les avant-gardes de l'automobile. Fidèles aux consignes, les industriels de la métallurgie interrompent les tractations. La CGT affirme dans un communiqué que «la reprise du travail aura lieu en bon ordre là où les revendications auront reçu des satisfactions suffisantes et où les travailleurs l'auront décidé à la majorité à l'occasion d'une consultation organisée par les comités de grève et les organisations syndicales». Au même moment cependant, surtout en ce qui concerne le secteur des services publics et l'industrie nationalisée, la CGT continue d'avancer des demandes qui, selon *Le Monde* du 4 juin, «sur le plan économique ne seront pas moins dangereuses, pour le régime actuel, que ce que pourrait être le verdict des électeurs».

La CFDT d'autre part, annonçant elle aussi qu'elle se refuse à participer aux premières rencontres informelles avec la direction de Renault parce que ç'aurait été « des discussions de salon », déclare que « le mouvement syndical se dirige vers une autre phase : celle des élections. Nous tenterons de rompre le dilemme des deux blocs, gaulliste et communiste. » Elle ne participe pas à la manifestation organisée par l'UNEF pour le dimanche 1er juin (définie par le PCF comme une « initiative irresponsable »), qui se termine dans l'ordre, avec l'invitation à se diriger en cortège ou en groupes vers les ateliers Citroën et Renault. Mais bien qu'elles soient valides dans leurs intentions, ces « rencontres de masse » entre étudiants et ouvriers, qui se concluent avec quelques murmures de part et d'autre des grilles, démontrent leur usure. L'action plus positive est celle qui s'organise dans les comités d'action étudiants-ouvriers, dans laquelle les liaisons entre étudiants immigrés et ouvriers immigrés acquièrent un poids considérable, concentrant les efforts en vue de l'épreuve de force attendue du pouvoir contre les métallurgistes et les ouvriers de l'automobile en particulier. Dans le soutien social à la grève,

les comités de quartier endossent aussi une fonction importante. Une discussion commence simultanément au sein des groupes universitaires, où d'une part se pose de façon insistante et irréfléchie le problème de la création du « Parti », tandis que de l'autre on insiste pour donner quoi qu'il en soit une consistance organisationnelle permanente à l'action étudiants-ouvriers. Pour finir, on préfère maintenir les formes d'organisation qui reviennent d'une fois sur l'autre, comme les réseaux nécessaires à l'action pratique ou, pour le dire avec Cohn-Bendit (il était réapparu à la Sorbonne quelques jours avant mais presque personne ne s'en était aperçu) :

Il faut mettre en place dans les usines des formes de pouvoir parallèle qui nous permettent de continuer la lutte aussi longtemps que les ouvriers décideront de la continuer.

Il propose que ce type de discussion soit abordé au sein des comités – la seule forme d'organisation possible pour le moment – et ne dépende pas d'accords intervenus entre les leaders étudiants des différents groupes.

Il faudrait ici faire une analyse plus précise de ces groupes, de leurs origines et de leurs tendances, mais cela nous conduirait loin du sujet. Il vaut tout du moins la peine de signaler que le groupe marxiste-léniniste qui éditait le journal *Servir le peuple* nous est apparu comme celui qui avait la meilleure expérience du travail politique dans un cadre ouvrier. Se refusant à constituer formellement le « Parti » comme leurs camarades du PCF-ML (qui publiaient *L'Humanité nouvelle*), ceux qui appartenaient au groupe Servir le peuple ont mené une action à l'intérieur de la CGT, récupérant les cadres syndicaux de base et les jeunes ouvriers. Ceux-là ont joué dès lors une fonction essentielle dans la liaison entre universités et usines, même si la ligne suivie – analogue aux autres mouvements marxistes-léninistes – est de recueillir toutes les bannières abandonnées par le mouvement ouvrier communiste dans les quarante dernières années de son histoire. L'action de leurs groupes syndicaux (« syndicalistes CGT prolétaires ») a fusionné, surtout dans les journées qui ont suivi le retour de de Gaulle, avec l'action générale des étudiants qui orientaient leur travail en direction des usines, en soutien de la

lutte de l'automobile. Mais ces jours-là (voir les numéros d'*Action* après le 5 juin), le manque d'un discours politique fondé sur la pratique des luttes est devenu clair.

Après la signature des accords sur les pétroliers, sur les propositions patronales, et sur les cheminots, reste le principal écueil, celui de la métallurgie, au sein de laquelle des négociations commencent le mardi 4 juin, tandis que dans le secteur de l'automobile la détermination des ouvriers invite le gouvernement et les patrons à attendre encore.

Le 5 juin, *L'Humanité* annonce la « reprise victorieuse du travail dans l'unité » et la CGT recommande ceci :

Partout les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité.

Et effectivement, le métro de Paris, les postes, les télégraphes et l'électricité reprennent le travail ; à Clermont-Ferrand en revanche, les ouvriers réoccupent Michelin.

À ce moment, le gouvernement est disposé à tenter l'épreuve de force avec ceux de Renault,

alors que les étudiants en situation de reflux annoncent l'ouverture de l'« université critique populaire » pour l'été. À trois heures du matin, le vendredi 6, les CRS expulsent les piquets de grève de Flins. La provocation orchestrée par le gouvernement contre les étudiants, durant la nuit des barricades entre le 10 et le 11 mai, et qui a provoqué l'explosion de toute la France, est maintenant répétée contre les avant-gardes ouvrières de Renault pendant un climat politique qui sent déjà le reflux et la démoralisation. Le régime gaulliste sait que dans l'automobile, on ne gagne jamais avec des négociations et c'est pourquoi il attaque, en exigeant aussi un changement à la tête des syndicats. À partir du jeudi matin et jusqu'au lendemain, les ouvriers et les étudiants d'une part, la police de l'autre, s'affrontent dans les rues et les campagnes. Geismar, le Mouvement du 22 mars et Vigier demandent la parole à un meeting organisé par les syndicats à Élisabethville, le centre résidentiel de Flins, et l'obtiennent malgré l'opposition des syndicats : la CGT intervient ensuite à nouveau, cette fois sévèrement pour qualifier Geismar de « spécialiste de la provocation », alors que Krasucki déclare dans la presse qu'« il n'était

pas utile de reprendre la grève pour soutenir les métallurgistes » et que la reprise générale des luttes était « un mot d'ordre inopportun qui ne ferait que favoriser les desseins politiques auxquels le gouvernement n'a pas renoncés ». Entre-temps, le patronat de la métallurgie se fait plus menaçant et annonce qu'à partir du 4 les 50 % de salaire, le quota convenu à verser aux ouvriers pour les journées de grève, ne seront plus payés.

### **Flins : la fin d'une politique**

Jeudi 6 juin, 6 heures : des étudiants venus de Paris, malgré la police, se réunissent aux côtés des travailleurs devant l'usine. Il s'agit d'arrêter les voitures et les bus qui transportent les ouvriers et d'empêcher la reprise du travail que veut imposer la direction. La grande majorité de la première équipe a refusé la reprise, et renforce le piquet de grève devant l'usine, face aux CRS. 7 heures 30 : la seconde équipe arrive (six mille ouvriers). Les CRS évacuent les abords de l'usine pour isoler les grévistes qui arrivent. La manœuvre échoue parce que grévistes et étudiants, en traversant la forêt, arrivent devant les bus.

Ceux qui sont à l'intérieur sont rapidement convaincus et descendent ; ils sont si nombreux que les CRS ne peuvent intervenir... Une assemblée décide d'occuper les abords de l'usine. Alors qu'une délégation se dirige vers l'usine pour obtenir le retrait des forces de police, les CRS chargent. Insultés dans leur dignité par l'occupation de l'usine, les ouvriers de Flins font l'expérience de la répression. Toute la journée, avec les étudiants, ils résisteront à la provocation policière. Comme l'affrontement survient dans une zone rurale, « le front » se déploiera très vite sur plusieurs centaines de mètres. Malgré leur mobilité, les CRS n'osent pas se retirer dans leurs véhicules. Les ouvriers des entreprises voisines et les jeunes des villages sont venus prêter main forte à ceux de Flins : ils veulent que les revendications des travailleurs soient satisfaites, et ils sont contents que les étudiants soient venus... Samedi matin, durant le meeting convoqué par les syndicats tout était clair : la volonté de poursuivre la lutte malgré les forces répressives ;



la volonté de cimenter dans l'action l'unité ouvriers-étudiants<sup>11</sup>.

Depuis dimanche s'organise la mobilisation dans la région de Flins. La population locale se met spontanément au service des ouvriers et des étudiants venus de Paris. Hébergements, ravitaillements, communications sont assurés par les habitants de Flins et des villes voisines. Dans la nuit, vers 4 heures du matin, les étudiants sont logés dans le local de la CFDT et dans la chapelle de Flins. Mais à partir de 5 heures, de nombreuses forces de police les investissent et chargent les occupants, baïonnettes au canon. Cent cinquante étudiants sont arrêtés, plusieurs militants de la CFDT sont battus. Entre 5 et 6 heures encore cent cinquante étudiants et ouvriers seront arrêtés aux Mureaux. Vers 7 heures, le syndicat fait évacuer les CRS et les gardes mobiles de la ville. Cependant, à la fin de la matinée, les forces de police investissent encore une fois la ville et d'autres

11 *Action* du 10 juin 1968.

communes comme Meulan, Aubergenville, Mantes, arrêtant au hasard tous les jeunes qui leur apparaissent suspects : étudiants, jeunes ouvriers, travailleurs étrangers, tous ceux qui ont les cheveux longs (le samedi, les policiers rasaient les manifestants arrêtés). Aux abords de l'usine, au début de la matinée, les incidents se multiplient. Vers 8 heures, près de trois mille ouvriers, arrivés en bus de la région se dirigent vers l'usine. Entre eux, il y a « quelques jaunes », mais la majeure partie est « venue voir ». Favorables ou non à la poursuite de la grève, tous sont unanimes dans le refus de reprendre le travail tant que les policiers sont aux portes de l'usine. Certains retournent chez eux ; d'autres, grévistes décidés, occupent pour un temps le service de la peinture. Ressortant de l'usine, ils se battent avec les forces de l'ordre. À 11 heures 30, un rassemblement se tient devant les portes de l'usine. Devant mille cinq cents personnes, les délégués syndicaux font appel à leurs adhérents pour qu'ils continuent la grève aussi longtemps que leurs revendications

ne seront pas satisfaites. Dans l'après-midi, des petits meetings improvisés continuent à se tenir aux Mureaux et dans d'autres villes. Mais la répression persévère. Les forces de police continuent à « ratisser » la région, interpellant systématiquement les étudiants et arrêtant toutes les voitures avec une plaque parisienne. À la fin de l'après-midi, quelques manifestants se réunissent sur l'île de Meulan. Très vite, les gardes mobiles les entourent et les conduisent vers la rivière. Certains y sont poussés par les policiers. Un lycéen de 17 ans se noie. Encore une fois le sang-froid des forces de l'ordre a été mis en évidence<sup>12</sup>.

La mort du jeune Gilles Tutin et les deux morts de Sochaux, dans les jours suivants, semblent conclure une politique menée depuis la capitale française et européenne avec les accords de Renault de 1955 : les accords modèles, qui auraient dû montrer la voie de la paix sociale et de l'intégration ouvrière dans le système néo-capitaliste. Mais évidemment, ces faits ne sont pas

12 *Action* du 11 juin 1968.

restreints au champ des pures relations industrielles, puisque c'est une politique qui porte essentiellement sur les institutions du système qui se raccorde à celles-ci, et non une politique économique équivalente à une autre. Gérer sa propre victoire politique et électorale ne sera certainement pas facile pour de Gaulle comme il ne sera pas facile pour les jeunes ouvriers et les étudiants qui ont imposé les luttes de trouver, sans parler d'organisation politique, au moins de premières formes de coordination. Quoi qu'il en soit, après l'expérience du mai français, le réformisme capitaliste et le réformisme ouvrier auront des possibilités de développement et de récupération bien inférieures à celles d'un mouvement révolutionnaire. Ce qui ne signifie pas qu'ils sont liquidés : une tendance s'est désormais inversée, celle qui voyait l'initiative politique toujours dans les mains des milieux capitalistes. C'était assez facile de contrer les mouvements isolés de la spontanéité, ce sera moins facile de contrôler ou d'engager un nombre très élevé de jeunes étudiants et ouvriers qui, après la crise de mai, sont devenus des militants révolutionnaires qui occupent les usines et les universités, descendent dans les

rues et ensuite, reviennent à l'usine et à l'université *pour continuer la lutte*, comme le montrent les grèves à la chat sauvage chez Renault dans les derniers jours et les initiatives pour l'université critique populaire. Après les affrontements de Flins, de Gaulle a dissout les « groupuscules » : c'est une opération parfaitement inutile, puisque, désormais, quelques-unes des choses essentielles que ces « groupuscules » soutenaient, sont devenues un patrimoine de masse, bien qu'elles soient encore insuffisantes pour créer une organisation nouvelle. S'ils ne sont pas en situation d'antithèse vis-à-vis du mouvement – comme certains le croient –, il est en revanche vrai qu'aucun d'eux ne peut, à lui seul, « préfigurer le parti » – comme d'autres le soutiennent. Ils se dissolvent et s'épuisent dans la spontanéité ; mais il faut noter à ce propos que la spontanéité, du point de vue de l'organisation, ne peut durer et que les « minorités agissantes » reflètent parfaitement le niveau actuel de la conscience, et surtout ses faiblesses et ses limites. Dès lors, le retard demeure encore sur le plan politico-théorique et le travail dans cette direction doit être poursuivi sur la base de l'évaluation, de l'expérimentation directe,

mais surtout sur l'analyse politique de ce qui est survenu.

On parle de trahison de la CGT et du PCF : c'est la thèse de l'infantilisme politique, puisqu'il s'agit au contraire – mais pas depuis aujourd'hui – de faire en sorte que la « trahison » s'avère inefficace dans sa tentative d'arrêter et de mystifier un mouvement de lutte. Tout ce que la spontanéité ouvrière – dans le refus et dans l'usage des vieilles organisations – a créé au cours des années 1960 en Europe et que certains groupes ont tenté de rendre conscient s'engageait dans cette direction. Gardons à l'esprit deux faits : au Comité confédéral national de la CGT, le 14 juin, Séguay avait exalté la « cohésion exemplaire » dont faisait preuve la CGT à tous les niveaux au cours du mouvement de lutte et la grande discipline organisationnelle du syndicat en face des pressions auxquelles il est soumis. Aux élections générales, au premier et au second tour, la ceinture ouvrière de Paris a renié – surtout par l'abstention – son propre vote PCF. Les conclusions que nous voudrions tirer de ces deux faits sont les suivantes : cela démontre que la classe ouvrière est orientée vers une perspective « économiciste » tout en étant désidéologisée.

Mais le contraire est aussi vrai : pourquoi la CGT a-t-elle tenu et le PCF cédé aux moments où les luttes ont été les plus âpres ? Parce qu'au cours de l'affrontement de classe, les ouvriers utilisent le syndicat comme leur propre instrument de communication de la lutte et d'auto-organisation, comme un de leurs canaux qui permet de rompre l'isolement et l'atomisation et comme protection face à la répression immédiate. C'est la dernière tranchée, de laquelle on part et dans laquelle on se réfugie si les choses tournent mal. Et du reste, pourquoi les patrons félicitent-ils les dirigeants syndicaux autant qu'ils persécutent les militants d'usine ? Si « cohésion exemplaire » il y a eu dans les rangs de la CGT, cela prouve la détermination à s'organiser et non la discipline vis-à-vis des consignes. Ce que nous devrions voir comme un mal irréparable, c'est plutôt la lente dissolution du syndicat, la résignation de ses militants de base, leur fuite, le retrait dans l'isolement de la déception et dans l'aigreur. Mais ce processus, qui s'est également déroulé, ne s'arrête pas et ne s'inverse pas si ce n'est en offrant une plateforme politique à ces militants, pour les inciter à garder l'objectif de liquider les liquidateurs. Pour ce qui

est du Parti alors, après un mouvement de lutte comme celui-ci en France, tant qu'il ne nous offre pas autre chose qu'un bulletin électoral, nous ne savons vraiment pas comment l'utiliser. C'est pourquoi aujourd'hui, l'élaboration et l'expérimentation d'une ligne politique restent entièrement externes au Parti et sont (mais y a-t-il besoin de le dire?) en opposition frontale avec la ligne officielle du Parti. Et si le Parti, pour récupérer la nouvelle strate de militants qui s'est formée à l'extérieur de lui, descend sur ce même terrain, c'est tant mieux : éviter le contact signifierait encore une fois être seulement conscient de sa propre incapacité politique. Mais combien de ces choses aujourd'hui peuvent être vraies en Italie et combien en revanche ne sont plus vraies en France ?

En France aujourd'hui, beaucoup s'attendent déjà à ce qu'« éclate quelque chose de nouveau » ; en réalité, on peut déjà identifier avec une certitude suffisante comment et où ce « quelque chose » arrivera : dans les avant-gardes de masse de l'automobile, là où le régime a fait plier de force les secteurs ouvriers plus politiquement avancés. Tous les efforts d'auto-organisation doivent être concentrés dans cette direction, celle-là même



qui avait déjà fait ses premières preuves dans les affrontements de Flins et pendant la résistance de certains noyaux, comme les employés des postes télégraphiques et les travailleurs du métro de Paris, les techniciens de l'audiovisuel, les mécaniciens des chantiers navals de Nantes: ce qui était important, surtout, c'était l'organisation sociale et le soutien populaire, territorial, à la lutte, l'autodéfense, la création d'institutions provisoires d'élaboration politique permanente. Pendant l'occupation des usines italiennes, dans les années 1920, le Premier ministre de l'époque Giolitti, qui se trouvait à l'étranger, face aux nouvelles alarmantes des préfets qui l'invitaient à rentrer, répondait qu'« aussi longtemps que les ouvriers sont enfermés dans les usines occupées », ce n'était pas un motif de préoccupation. L'occupation est un tremplin de lancement de décisions de type pratico-politique qui doivent se traduire ensuite en organisation du circuit social de la lutte. Ces mécanismes de la lutte ouvrière doivent être entièrement reconstruits au niveau théorique par les étudiants, avant d'être organisés, en anticipant la spontanéité.

C'est ce qui s'est vu: de leur côté, excentré par rapport à la production et aux conditions de salaire, les étudiants ont dissous le discours sur l'autonomie de l'université dans celui de la contestation radicale de l'école comme instrument du Plan, et ce faisant, ont abouti au discours politique qui refuse le processus de formation et de reproduction de la main-d'œuvre, transformant ce dernier en processus de formation à la militance politique. Alors que les syndicats voulaient donner à la lutte d'usine une tournure sectorielle et sectionnaire, les jeunes ouvriers qui ont été à la tête des occupations sont rapidement arrivés à une unification politique de masse, commencée par le refus de leur propre fonction sociale et devenue conscience d'être placés dans les « zones privilégiées » de la lutte contre le système. Avec les luttes étudiantes et les luttes ouvrières, un processus de communication politique s'est établi entre les points excentrés et le centre même de la production. S'est vérifié, comme déjà en partie Dutschke le rappelait, que dans le moment le plus élevé de rationalisation capitaliste, quand on se trouve face au fait accompli de structures économiques qui sont arrivées à imprégner chaque

comportement de la vie sociale et chaque institution politique, l'économie du Plan se révèle hautement vulnérable, et aucune indépendance vis-à-vis de quelque lutte que ce soit ne lui est plus permise, dans tous les points du système planifié où celle-ci peut surgir. Chaque point « intégré » – les luttes étudiantes l'ont démontré – peut apparaître comme une mèche placée dans un stock d'explosifs. *À plus forte raison, ce rapport entre intégration maximale, homogénéisation, vulnérabilité maximale et communication de la lutte peut s'établir aujourd'hui au sein du mouvement révolutionnaire français et des pays du MEC.* Placé face à une re-composition politique de masse, Pompidou a essayé de parer le coup en tentant d'uniformiser la condition économique et sociale des travailleurs, en ayant soin surtout d'éliminer les moments dynamiques internes à la spontanéité, isolant et frappant violemment les secteurs de l'automobile et de la lutte étudiante. Peut-être qu'à partir de ce moment la France, bien qu'ayant essayé d'éliminer tous les déséquilibres internes, introduit dans le MEC des produits « moins compétitifs » que ne le souhaitait au début M. de Clinchamps dans ses recommandations au Commissariat

générale pour le Plan ; de ce fait, l'aire internationale dans laquelle les contradictions du capital se développent est *aussi* perturbée pour cette raison. Mais ce qui importe, c'est que la France porte au sein du MEC le déséquilibre politique provoqué par une classe ouvrière qui reste à l'offensive. Les oiseaux de mauvais augure qui, face à l'irrésistible succès électoral gaulliste, parlent de défaite ouvrière, devront y penser à deux fois avant de croasser.